

Henry Kissinger est attendu à Londres par les convocations de justices française et espagnole

Invité mercredi 24 avril dans la capitale britannique à l'occasion d'un séminaire, l'ancien secrétaire d'Etat américain risque de devoir s'expliquer sur ses liens passés avec le régime Pinochet

L'ANCIEN secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger s'expose de nouveau à quelques désagréments s'il maintient la visite qu'il a prévu de faire le 24 avril à Londres, où il est invité à un séminaire organisé par l'une des deux grandes organisations patronales britanniques, l'Institute of Directors, au Royal Albert Hall.

L'année dernière déjà, lors d'un séjour à Paris, il avait reçu à l'hôtel Ritz une visite de la brigade criminelle, venue lui remettre une convocation du juge Le Loire l'invitant à se présenter le lendemain au palais de justice pour y être interrogé comme témoin. A l'origine de cette requête : les plaintes contre Augusto Pinochet déposées par les familles de Français disparus sous le régime de la junte chilienne, plaintes qui avaient fondé par ailleurs la demande d'extradition adressée par la France à la Grande-Bretagne en 1998, quand l'ancien chef d'Etat chilien était détenu à Londres.

Un représentant de ces familles, apprenant que M. Kissinger envisageait un passage à Paris en mai 2001, avait demandé au juge d'instruction de l'interroger sur ses relations passées avec le régime d'Augusto Pinochet et sur les informations qu'il pouvait détenir à propos du « plan Condor », cette opération concertée entre plusieurs régimes sud-américains dans les années 1970 et 1980 pour éliminer les opposants et les traquer jusque dans leur exil. M. Kissinger n'avait pas obtempéré à cette première convocation, renvoyant le juge parisien vers les services compétents de l'am-

bassade et le département d'Etat. La juge d'instruction Anne-Sophie Chateau, qui a pris la suite du juge Le Loire sur ce dossier, faisant valoir la convention européenne d'entraide judiciaire, a délivré jeudi 19 avril,

ger sur les faits qui avaient justifié l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Pinochet en 1998. La police britannique avait exécuté ce mandat d'arrêt et l'ancien chef d'Etat chilien avait été maintenu en séjour

gers ont pris des initiatives semblables à celles de leurs confrères espagnol et français. M. Kissinger a annulé une visite à Sao Paolo après avoir appris qu'un juge brésilien voulait l'interroger.

Un certain nombre de documents d'archives américains, aujourd'hui déclassifiés, font apparaître que la CIA, a été, au minimum, au courant des activités menées dans les années 1970 par les services secrets latino-américains, y compris à Paris, où étaient réfugiés de nombreux opposants chiliens, argentins, uruguayens.

Les juges français et espagnol souhaitent interroger M. Kissinger sur les informations dont il aurait pu disposer à l'époque en tant que secrétaire d'Etat, en particulier à propos de certains disparus. Me William Bourdon, qui représente les familles plaignantes, a transmis au juge un autre document déclassifié, émanant celui-là du département d'Etat : la transcription d'une conversation téléphonique de juin 1976, dans laquelle Henry Kissinger assure Pinochet de la « sympathie » de l'administration républicaine.

Claire Tréan

« Nous avons beaucoup de sympathie... »

Avant de prononcer un discours devant une conférence internationale réunie à Santiago du Chili, en juin 1976, le secrétaire d'Etat américain téléphone à Augusto Pinochet. Extraits de la transcription de cette conversation : « Comme vous le savez, nous avons beaucoup de sympathie, aux Etats-Unis, pour ce que vous essayez de faire ici. (...) Je vais parler des droits de l'homme cet après-midi devant l'assemblée générale. J'ai reporté mon discours jusqu'à ce que j'aie pu vous parler. (...) Je traiterai des droits de l'homme en termes généraux. (...) Je ne peux pas faire moins sinon je provoquerais une réaction aux Etats-Unis qui déboucherait sur des sanctions législatives. Le discours n'est pas dirigé contre le Chili, je voulais vous le dire. »

L'aide militaire au Chili est à cette époque mise en cause par des sénateurs américains. « Il serait vraiment utile que vous nous disiez quelles mesures vous prenez dans le domaine des droits de l'homme, poursuit Henry Kissinger. Je ne dis pas cela pour affaiblir votre gouvernement. Je souhaite que vous réussissiez et que la possibilité de l'aide soit maintenue. »

via Interpol, une commission rogatoire internationale pour tenter à son tour de recueillir le témoignage de l'ancien conseiller et ministre des affaires étrangères de Richard Nixon. Elle a transmis aux autorités judiciaires britanniques une série de questions qu'elle souhaite lui voir posées et a demandé à pouvoir assister à l'interrogatoire.

forcé à Londres jusqu'en mars 2000, date à laquelle les autorités britanniques avaient décidé de ne pas accéder à la demande d'extradition de l'Espagne et de le renvoyer dans son pays pour raisons de santé.

Plusieurs autres magistrats étran-

CONVERSATION TÉLÉPHONIQUE

Le juge espagnol Baltasar Garzon a effectué la même démarche peu avant. Lundi 15 avril, il a demandé aux autorités britanniques de lui confirmer la venue à Londres de Henry Kissinger, afin de pouvoir l'interro-

L'ONU invite Cuba à progresser en matière de droits de l'homme

APRÈS avoir été condamné à trois reprises (1999, 2000, 2001) pour « la persistance de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales », Cuba a subi un nouveau revers, vendredi 19 avril, lors de la 58^e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (CDH) à Genève. La résolution, déposée par l'Uruguay et adoptée (23 pour, 21 contre et 9 abstentions) invite le gouvernement cubain « à s'efforcer de réaliser des progrès (...) dans le domaine des droits de l'homme, civils et politiques ». Le texte encourage également La Havane « à adhérer au pacte international relatif aux droits civils et politiques et au pacte international

La Russie échappe à une condamnation

La surprise de la journée de vendredi à la Commission des droits de l'homme (CDH) de l'ONU est venue du rejet d'une résolution condamnant les exactions russes en Tchétchénie, qui avaient été condamnées en 2000 et 2001. Avec 16 voix contre, 15 voix pour et 22 abstentions, la Russie a échappé à une voix près à la condamnation. La Chine et l'Inde ont apporté leur appui à Moscou. « On ne peut faire de distinction entre bons et mauvais terroristes », a expliqué un délégué chinois.

Le Zimbabwe a aussi échappé à une condamnation, les pays africains ayant fait bloquer le projet européen. La CDH a encore adopté des résolutions sur l'Irak, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale et le Soudan. — (AFP.)

relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ».

Rédigé dans des termes qui se veulent consensuels, critiquant même en termes à peine voilés l'embargo américain en faisant état de l'« environnement international hostile » de Cuba, la résolution se révèle redoutable dans son point 3 qui demande « à la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme de prendre les dispositions voulues pour l'envoi d'un représentant personnel, afin que le Haut-Commissariat coopère avec le gouvernement cubain à l'application de la présente résolution ». Le dernier point renvoie l'examen de cette question à la prochaine session, en 2003, à l'occasion de laquelle « le représentant personnel de la

haut-commissaire présentera son rapport sur l'application de la présente résolution ».

Le mécanisme adopté est de type spécifique et non permanent, ce qui a permis le vote unanime des pays de l'Union européenne qui ont tous voté en faveur du texte, alors que, il y a encore quelques jours, la Belgique avait fait part de son hostilité et que la France n'était pas « insensible aux réserves exprimées », mais au final le principe d'une unité de l'Europe l'a emporté. Parmi les onze pays latino-américains membres de la Commission, seuls deux pays ont voté contre (Cuba, Venezuela), deux se sont abstenus (Brésil, Equateur) et les autres (Argentine, Chili, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Pérou) ont soutenu le texte de l'Uruguay. C'est la première fois que Cuba est mis en cause par ses voisins, qui ont à cette occasion affronté leur opposition interne, en particulier au Mexique et au Pérou, où « le soutien à Cuba contre l'impérialisme américain » demeure très vif.

Pour éviter une telle humiliation, les officiels cubains ont déployé une énergie sans égale ces derniers jours, alternant la séduction, les menaces et pour finir les insultes, qualifiant les gouvernements d'Amérique latine décidés à voter la résolution de « Judas », de « serviles », « à genoux » devant les Etats-Unis.

Les autorités cubaines ont indiqué, avant le vote, qu'elles n'accepteraient jamais une mission « téléguinée par les Etats-Unis », ce qui risque d'isoler plus encore La Havane sur la scène internationale. Le premier test de cette nouvelle donne latino-américaine aura lieu en juin à Madrid à l'occasion du sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement, où la dissidence cubaine a l'intention de se manifester. L'objectif des dissidents est de demander – avec le soutien des dirigeants réunis – à Fidel Castro de respecter les engagements souscrits en faveur de la démocratie, en particulier lors du sixième sommet ibéro-américain, tenu à Santiago et à Vina del Mar (Chili, en novembre 1996) et réitérés lors du neuvième, à La Havane (en novembre 1999), ainsi que l'engagement identique qui a été formulé à l'occasion du premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, tenu à Rio de Janeiro en juin 1999.

Alain Abeillard

Crash de Milan : les enquêteurs perplexes

MILAN. Les enquêteurs italiens s'interrogent sur les raisons pour lesquelles un petit avion de tourisme, piloté par un Suisse âgé de 67 ans, Luigi Gino Fasulo, a percuté jeudi un gratte-ciel de Milan, causant la mort du pilote et de deux femmes. Même s'ils excluent la thèse de l'attentat, les enquêteurs continuent de se demander comment un pilote expérimenté a pu, par un après-midi ensoleillé, précipiter son avion droit sur le plus haut gratte-ciel du pays. Le procureur général de Milan, Gerardo d'Ambrosio, a évoqué trois pistes : le malaise, le suicide ou l'incident mécanique. Le fils de Fasulo, cité par *La Repubblica*, a estimé que son père avait probablement tenté de se suicider, mais d'autres proches l'ont contredit. — (Reuters.)

Silvio Berlusconi demande le départ de trois vedettes de la RAI

ROME. Au lendemain des nominations de directeurs majoritairement de centre droit à la tête des chaînes et journaux de la RAI (service public radio-télévision), Silvio Berlusconi a réclamé le départ de trois des plus célèbres journalistes de la RAI, Enzo Biagi (émission en début de soirée « Le Fait », sur la première chaîne), Michele Santoro (deuxième chaîne) et l'animateur d'émissions satiriques Daniele Luttazzi. « Ils font un usage criminel de la télévision publique, c'est un devoir de la nouvelle direction de faire en sorte que cela n'arrive plus », a intimé le président du conseil. Ces propos du chef du gouvernement, qui possède les trois principales chaînes privées de Mediaset, ont suscité un tollé, y compris dans la presse de centre droit. — (Corresp.)

DÉPÊCHE

■ VENEZUELA : le secrétaire général de l'OPEP, le Vénézuélien Ali Rodriguez, a été nommé vendredi 19 avril à la tête de l'entreprise pétrolière nationale Petroleos de Venezuela (PDVSA). Il conservera son poste à l'OPEP si le cartel accepte ce cumul. La nomination par Hugo Chavez d'une nouvelle direction à la tête de cette entreprise avait été le détonateur du renversement pendant deux jours du président. — (AFP.)

NE PAS
REGARDER LES
PRÉSIDENTIELLES
DE CANAL+
PEUT ENTRAÎNER
UN PRÉSIDENT
GRAVE.

LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+
Le Vrai Journal des Présidentielles
de Karl Zéro à 19H40,
Les Guignols de l'Info à 19H55.
Du lundi au vendredi en clair.

CANAL+
ET TELLEMENT + ENCORE

LE GRAND DOSSIER



GUT. Dessin paru dans « Neue Zürcher Zeitung », « Elections », (Zurich). (Les dessins de ce supplément ont été sélectionnés par « Courrier international » pour « Le Monde ».)

LA FRANCE VUE D'AILLEURS

MAIS où est passée Amélie Poulain ? Où est la fraîcheur ? Où sont la fête, l'imagination, l'enthousiasme, le cœur ? Désappointés, les médias étrangers, qui avaient un peu hâtivement vu dans l'héroïne du plus gros succès mondial du cinéma français cette année la nouvelle Marianne, la cherchent en vain dans la campagne présidentielle. Mais d'Amélie Poulain point : il n'est question chez nos confrères venus nous observer que de déclin, d'ennui, de blocages, de personnel politique usé et de frilosité.

Venus examiner à la loupe une campagne qui fait bailler tant de Français, ils se sont livrés à cet exercice avec un œil compatissant. « Une affaire bizarre », avoue *The Economist* à propos des seize candidats du premier tour. Et d'ailleurs, que voulez-vous faire avec un tel personnel politique ? C'est d'abord sur les candidats que se concentre le désenchantement de la presse étrangère ; non seulement ils sont vieux, mais cela fait trop longtemps qu'ils traînent dans le paysage politique. Même les marginaux sont des dinosaures, Arlette Laguiller, Jean-Marie Le Pen... « On a les hommes politi-

ques qu'on mérite », relève, moins charitable, un journaliste britannique. Ils sont d'ailleurs plusieurs à souligner que le seul à avoir formulé des propositions pour moderniser la politique, Christian Blanc – plus apprécié des médias étrangers que de la presse française –, n'est pas candidat et n'a pas de parti.

L'autre raison pour laquelle les correspondants étrangers partagent notre manque d'enthousiasme pour cette campagne, c'est qu'elle est surtout intéressante par ce qu'elle ne dit pas. Ce qui en est absent. Ce qu'elle cache. Et ce dont on refuse de débattre. Il y a, bien sûr, la fameuse « absence de vision » de nos candidats qui n'arrivent décidément pas à nous faire rêver, mais c'est presque devenu un poncif dans les démocraties de l'après-guerre froide. N'était-ce pas, il y a deux ans, le grand drame de la campagne présidentielle américaine – « the vision thing », comme disent les communicants ?

Plus grave est l'absence de l'Europe de nos débats électoraux, sauf pour la critiquer, un exercice auquel se livrent abondamment les candidats trotskistes et Jean-Pierre Chevènement sous les yeux médusés de nos partenaires européens. Et plus incompréhensible est la disparition totale du thème des « affaires », de la corruption et de la morale en politique ; nos voisins italiens sont prati-

Avec « Courrier international », « Le Monde » donne la parole à la presse étrangère, qui pointe les ridicules hexagonaux et l'absence de passion européenne

quement les seuls à ne pas s'en étonner. Quel que soit le vainqueur, résume *l'International Herald Tribune*, son mandat sera affaibli par « le refus des principaux candidats de débattre des sujets susceptibles d'inverser la perception du déclin de la France ». Parmi les sujets évités dans cette campagne, la presse étrangère place au premier rang les corporatismes et les intérêts particuliers de divers groupes socio-professionnels, suivis de l'échec de l'intégration raciale.

Reste l'éternel sujet de perplexité pour tout observateur de l'Hexagone : la France et ses contradictions. Voir la France à travers les yeux des journalistes étrangers, c'est lire tout et son contraire. « Un pays où Zinedine Zidane est idolâtré mais où l'on voit rarement un visage nord-africain sur une affiche publicitaire », constate *Time Magazine*. Un pays où les patrons passent des heures à déjeuner tout en restant compétitifs dans la grande aventure de la mondialisation, dont ils savent tirer profit. Un pays où la puissance de l'Etat est perçue comme un facteur de blocage mais qui dispose du réseau ferré grande vitesse le plus moderne du monde, grâce à l'Etat.

Pour essayer de comprendre, certains vont un peu plus loin dans l'étude psychologique. Frappé par l'importance croissante du week-

end en France, Cesare Martinetti, correspondant de *La Stampa* à Paris, constate cet effet des 35 heures : « Le centre de gravité de l'existence s'est déplacé du temps de travail à celui du non-travail. Les 35 heures ont transformé le travail en pure quantité. » C'est une révolution, s'étonne-t-on hors de nos frontières, sur laquelle aucun candidat ne propose de revenir. Mais, là aussi, les avis divergent. « En dehors des rangs du PS, il est difficile de trouver des Français qui s'avouent satisfaits », note Dorothea Hahn, du quotidien de Berlin *Tageszeitung*. La loi sur les 35 heures, qui avait démarré sous la forme d'une grande réforme sociale, se révèle n'être qu'un grand bluff. » Heureusement, il y a cette petite merveille d'exotisme créée dans les collectivités locales pour améliorer la gestion du temps des Français, le Bureau des temps, grand sujet d'extase parmi nos confrères.

Dans cette quête perpétuelle d'une France cohérente, c'est à John Lichfield, correspondant de *The Independent*, que revient peut-être la palme : une France raisonnable, rêve-t-il, pourrait être celle des TGV sans le système qui permet aux conducteurs de train de prendre leur retraite à 50 ans après avoir travaillé 12 heures par semaine.

Sylvie Kauffmann

SOMMAIRE

UN PAYS CRITIQUÉ

Une revue de presse internationale dessine un portrait mi-irrité mi-fasciné de l'Hexagone. Les 35 heures sont diversement appréciées, de même que l'antiaméricanisme, la tradition dirigiste de l'Etat ou le thème de l'exception culturelle. p. 16 et 17

CANDIDATS EN IMAGES

Le photographe Patrick Artinian a suivi pour *Le Monde* tous les candidats en déplacement à travers la France. p. 18 et 19

L'ABSENCE DE DÉBAT

A travers une seconde revue de presse internationale consacrée à la campagne, nos confrères étrangers déplorent l'absence de vrai débat et moquent l'américanisation de la vie politique. Le correspondant à Paris de *The Independent* souligne que la France reste bloquée par ses corporatismes. p. 20 et 21

L'ENTRETIEN

Pour Steven Laurence Kaplan, professeur d'histoire européenne, la France ne s'engage pas assez en faveur de l'Europe. p. 22

Quand elle se penche sur le cas français, la presse internationale est assez unanime pour reconnaître que notre pays est bel et bien un cas. La relation au temps libre est regardée tantôt avec intérêt, tantôt avec ironie, de même que notre entêtement à ne pas aimer l'Amérique

Un pays envié et critiqué

Commentaires aigres-doux sur les singularités hexagonales

Les 35 heures, l'antiaméricanisme ou l'exception culturelle fascinent ou irritent, jusqu'à la caricature

POURQUOI la France est-elle différente ? » Accompagnée d'une photo boudeuse d'Audrey Tautou, l'Amélie de Jean-Pierre Jeunet, la question barre la « une » de l'hebdomadaire américain *Time*. En période d'élection, les articles consacrés à notre pays tentent souvent de cerner cette différence. Or, lorsque cet « exotisme à la française », comme le note *Time*, affecte des domaines aussi sensibles que l'orthodoxie économique, la place des Etats-Unis ou l'exception culturelle, les jugements s'emballent. D'un journal à l'autre, d'un pays à l'autre, les commentateurs passent de l'enthousiasme au dénigrement, voire à la caricature. C'est le cas du très libéral *Business Week*, pour qui tout va mal dans « une économie française traditionnellement dirigiste ». Inutile donc d'espérer que « l'Hexagone puisse un jour adopter le capitalisme de marché à l'américaine ».

En se penchant sur le sort que la France réserve à sa jeunesse, l'hebdomadaire américain a trouvé une éducation nationale en crise, des classes bondées et une insécurité croissante. Sans même parler de l'université qui « prépare si mal au marché du travail », ni de la place « aberrante » du secteur public dans la vie économique du pays, ni même des trente-cinq heures. Le résultat est éloquent : « Depuis 1995, le nombre de citoyens français vivant à l'étranger a crû de 30 %. Ils sont aujourd'hui 240 000 dans la Silicon Valley, alors que 200 000 autres ont fui en Grande-Bretagne. Une véritable hémorragie. »

Pour le quotidien britannique *The Independent*, à l'inverse, « en France tout semble aller pour le mieux ». En effet, « l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la France avait le meilleur système de santé au monde. En matière

socialiste de Lionel Jospin, le pays a réalisé davantage de privatisations à la Thatcher que bon nombre de ses voisins, ce qui a contribué à rendre son économie plus compétitive. » Un compliment à double tranchant... en France tout du moins.

Quant aux 35 heures, décrites par *Business Week* comme une hérésie économique ruineuse, le quotidien britannique, lui, n'y voit que des avantages. « D'abord, les Français sont nettement plus flexibles en pratique qu'en théorie. Les 35 heures auraient pu être un désastre. Mais, à mesure que le dispositif s'est mis en place, les entreprises sont par-

ce en son destin national ». En clair, si l'aversion envers les Etats-Unis envahit les discours politiques, « c'est parce que la France est en crise. Une crise complexe qui commence avec son déclin militaire, passe par une économie sclérosée et se termine par une vision défensive de la culture ».

Cette analyse cruelle n'est pas partagée par la *Süddeutsche Zeitung*. Si le quotidien allemand reconnaît l'obsession américaine de la France, il constate que « l'antiaméricanisme n'est plus ce qu'il était ». Pour la *Süddeutsche*, « alors que l'armée française n'a

un vrai discours de gauche ou si Jacques Chirac haussait le ton, les Français se seraient peut-être intéressés à cette campagne. Mais les deux hommes sont trop malins, trop protégés et surtout trop terrifiés à l'idée d'agacer les électeurs pour risquer d'être spontanés. » Du coup, « les journalistes s'ennuient ferme » et « les interviews télévisées des deux favoris ne se départent jamais d'une déférence de bon ton. La dernière fois que Jacques Chirac a été interrogé par Patrick Poivre d'Arvor, on aurait dit qu'un vieillard se faisait mordre par un épagneul édenté ». Quant à Lionel Jospin, « personne n'a même pensé à lui demander ce qui le distinguait réellement de la plupart des candidats de droite ».

L'encéphalogramme désespérément plat de la campagne a donc détourné les quotidiens étrangers de la politique pour mieux commenter une autre passion française : l'exception culturelle. Etonnamment, c'est dans le très libéral *Financial Times* qu'on rencontre le plus d'indulgence. « La vérité est que les efforts des Français pour protéger leur culture rencontrent souvent moins de succès qu'ils ne l'imaginent. Les fast-foods prolifèrent malgré la promotion de la gastronomie nationale et les lois qui enserrent l'usage du français sont difficiles à appliquer. Quant aux aides au cinéma, si elles permettent à des films d'être produits, elles ne leur assurent le succès ni en France ni, surtout, à l'étranger. »

Cela dit, concède le *FT*, « si l'exception culturelle ne garantit pas le succès des films, au moins permet-elle au cinéma français de ne pas disparaître entièrement, comme tant d'autres cinématographies européennes ». Après tout, conclut le quotidien britannique, cette « lubie française » n'est pas si coûteuse et permet de maintenir une certaine diversité. De plus,

tous les talents artistiques et littéraires venus des quatre coins du monde. A l'instar des Roumains Cioran et Ionesco, du Grec Castoriadis, du Belge Caillois ou du Suisse Jean-Luc Godard, d'innombrables musiciens, cinéastes, poètes, philosophes, sculpteurs, peintres, écrivains quittaient leurs pays d'origine, contraints ou non, et couraient s'installer à Paris. Pourquoi ? Parce que, en plus de la stimulante atmosphère de créativité et de liberté qui y régnait, Paris était une ville culturellement ouverte, accueillante pour les étrangers, où le talent et l'originalité étaient les bienvenus et étaient adoptés avec enthousiasme, sans distinction d'origine ».

Cette description paradisiaque d'un Paris universel contraste, aux yeux de Vargas Llosa, avec la situation actuelle. « Qu'a-t-il pu se passer pour que cette capitale internationale des arts décline aussi rapidement ? Jadis cosmopolite, Paris succombe aujourd'hui à un provincialisme chauvin et ridicule en réclamant frénétiquement "l'exception culturelle". La France veut empêcher que les produits artistiques étrangers - entendez américains - ne viennent maculer sa sacro-sainte identité culturelle. » Pour l'écrivain, « se défendre contre l'influence étrangère est le meilleur moyen de tuer sa propre culture. Si la France n'avait pas ouvert ses frontières aux "produits étrangers", jamais elle ne serait par-

« Nulle par ailleurs en Occident, le rejet des Etats-Unis ne se porte mieux qu'aux terrasses des cafés de la rive gauche parisienne. L'antiaméricanisme a toujours été inversement proportionnel à la confiance de la France en son destin national »

THE SPECTATOR

venues à compenser bien des effets négatifs de la loi en négociant une plus grande flexibilité du travail. Ensuite, l'élite française est remarquablement soudée et instruite. Résultat, lorsque l'élite a décidé de faire quelque chose, elle agit vite et bien. Tranquillement, sans faire de vagues, l'Etat et les entreprises travaillent main dans la main à étendre le périmètre des sociétés françaises à l'étranger. Une telle cohésion permet à nos voisins français de se constituer un empire commercial planétaire sans avoir l'air d'y toucher. »

pas officiellement réintégré les forces de l'OTAN, le président Chirac n'a pas hésité un instant à mettre un contingent à la disposition des Etats-Unis pour attaquer les bastions du terrorisme ».

En somme, « il y a longtemps que "l'hyperpuissance", qui hantent les âmes françaises, ne sont plus teintés des ambitions illusoire d'une ancienne puissance mondiale. Les dirigeants français ont très bien compris que seule l'Europe pouvait contribuer à l'équilibre mondial. On se

« La dernière fois que Jacques Chirac a été interrogé par Patrick Poivre d'Arvor, on aurait dit qu'un vieillard se faisait mordre par un épagneul édenté » THE GUARDIAN

venue à faire rêver tant de jeunes artistes du monde entier. Et l'idée aberrante que la culture aurait besoin d'un glacis bureaucratique et douanier pour ne pas périr n'a pu prospérer en France que pour une seule et unique raison : parce que la culture française n'est plus que l'ombre d'elle-même. »

Il reste tout de même quelques intellectuels européens pour défendre une certaine idée de la culture qu'on ne trouverait qu'en France. C'est l'avis de Giuliano Ferrara, par exemple, qui, dans les pages de l'hebdomadaire italien *Panorama*, avoue aimer ce pays « à l'identité si forte et si vivante ». Que cette dernière confine parfois au « jacobinisme ou à l'autocongratulation », qu'importe ! « Les Français aiment passionnément la culture et en ont fait un véritable secteur industriel où travaillent 4,5 millions de personnes ».

Cela vaut bien de supporter un peu de pédanterie. La France reste ce pays étonnant où « les intellectuels sont divisés » et où « l'art subtil de l'analyse » trouve encore sa place dans les médias. Le pays, en somme, « le plus riche d'idées claires et élégantes qui soit au monde ».

Antony Bellanger, « *Courrier international* » pour « *Le Monde* »

★ Sur courrierinternational.com, dans le dossier « France-élections », vous pouvez retrouver tous les articles concernant la France vue de l'étranger.



GLEZ. Dessins parus dans « Le Marabout » (Ouagadougou).

d'éducation, nos voisins français réussissent bien mieux que nous [les Britanniques] : leur taux d'alphabétisation est nettement plus élevé. Après les sombres pronostics de naguère, le chômage, qui dépassait 13 % en 1998 est redescendu sous la barre des 10 %. Les sarcasmes sur les faiblesses de l'économie française ne sont plus de mise, vu la longue liste d'entreprises françaises ayant racheté des sociétés étrangères. Si cette économie est faiblarde, alors qu'est-ce qu'une économie forte ? » Tandis que *Business Week* s'irritait de la persistance du dirigisme économique, *The Independent* juge que, sur ce point précis, la France a bien changé. « Sous le gouvernement

Cette différence française se traduit aussi en termes politiques. La plus évidente, pour la plupart des commentateurs, est la persistance d'un antiaméricanisme qui transcende le clivage droite-gauche. C'est ce que constate *The Spectator*, pour lequel l'élection présidentielle est l'occasion rêvée d'un retour en force « des grands prêtres de l'antiaméricanisme ». L'hebdomadaire britannique constate que « nulle part ailleurs en Occident le rejet des Etats-Unis ne se porte mieux qu'aux terrasses des cafés de la rive gauche parisienne ». Peut-être parce que « l'antiaméricanisme a toujours été inversement proportionnel à la confiance de la Fran-

contente donc à Paris d'une insoumission purement rhétorique contre le grand frère, qui disparaît dès que les choses deviennent sérieuses ».

Quant à l'avenir de la République, il n'intéresse guère à l'étranger. Sauf, peut-être, quand il pourrait s'incarner en Jacques Chirac, ce président « si baroque » aux yeux du *Guardian*. Le quotidien londonien s'étonne encore que le président-candidat, « sur qui pèsent des soupçons de mensonge et de corruption, ait toutes ses chances pour le second tour de l'élection ». Il attribue cette « incongruité », inimaginable au Royaume-Uni, à l'enlèvement d'une campagne sans enjeu. « Si seulement Lionel Jospin tenait

ces subventions ne faussent que marginalement la concurrence. Car qui peut un instant imaginer que « le cinéma français soit de taille à affronter l'énorme machine Hollywood ».

Pour sa part, Mario Vargas Llosa n'a pas cette indulgence, un rien méprisante. Il fait partie des opposants acharnés à l'exception culturelle française. Dans un article publié par le quotidien argentin *La Nación*, l'écrivain commence par se souvenir avec nostalgie de l'époque où « Paris était une fête ». C'était les années 1960, et « aucune autre ville au monde n'avait encore remplacé Paris. Elle était l'aimant qui attirait et assimilait

qui ne laisse pas indifférent

Bataille entre vieilles connaissances

Joaquin Prieto, correspondant d'« El Pais » à Paris, s'étonne de voir une gérontocratie briguer la présidence de la République

QUAND tant de gens hésitent entre l'abstention et les options extrémistes, on peut raisonnablement s'interroger sur la pérennité d'une classe politique dans laquelle même les rôles contestataires sont tenus par des personnages qui occupent la scène publique depuis aussi longtemps qu'un Jean-Marie Le Pen ou une Arlette Laguiller. Vue de l'extérieur, l'étrange ambiance de cette campagne laisse supposer une crise de représentation et de leadership, dont le signe le plus évident est que la gérontocratie ne sévit pas seulement chez les candidats du « système », mais aussi chez ceux qui appellent à un vote de protestation contre ce système, comme si tout se limitait à un règlement de comptes entre vieilles connaissances.

Les premières élections du XXI^e siècle se font avec des candidats qui, sauf rares exceptions, sont ceux du dernier quart du XX^e siècle. Mais le plus difficile est encore de les faire entrer dans le cadre étroit que constitue la division entre gauche et droite. On peut se demander si ce corset, imposé par le scrutin majoritaire, a toujours un sens.

D'abord, à cause de l'évident désir de centrisme qui émane de ceux qui votent pour les partis « de gouvernement ». Deux forces politiques, les néogaullistes et les socialistes, se sont relayées au gouvernement de la V^e République, sans autre exception que celle de Giscard d'Estaing. Des personnalités comme Poher, Lecanuet ou Barre témoignent de cette force qu'a pu représenter le courant politique centriste. Mais les cohabitations successives de socialistes et de néogaullistes ont réduit le centrisme au rôle d'un petit parti, destiné à compléter la droite. De leur côté, les socialistes apparaissent comme la force qui doit conduire la gauche, empêchant toute autre évolution, par exemple vers une alliance avec le centre ou vers un style de gouvernement à la Tony Blair.

Lionel Jospin a dirigé un gouvernement qui a fait preuve d'une certaine compétence. L'habileté qu'il a déployée au gouvernement lui a permis de réduire certains conflits de fond dans la société française, en introduisant des réformes telles que les 35 heures, dont même la droite n'exige plus l'abolition. Pourtant, il a vu se dresser contre lui une

série de secteurs de la gauche, réfractaires à lui donner leur soutien au second tour parce que l'accuser de ne pas être assez à gauche leur semble porteur d'avenir.

Quant à Jacques Chirac, ses préoccupations pour la sécurité urbaine et l'écho de ses propositions sur cette question dans de larges couches de l'opinion ont obligé les socialistes à rapprocher leur discours de celui de l'adversaire, en le nuancant, mais sans nier la dimension atteinte par le problème. Enfin, si nous parlons impôts, comment douter que les baisses proposées par Chirac visent à se concilier le vote des « cols blancs », sans reconnaître pour autant qu'elles auront pour résultat un affaiblissement de l'Etat-providence ?

Mais, dans le camp même de Jospin, qui doit continuer à demander de l'argent aux cadres et aux entreprises s'il ne veut pas renoncer à financer des politiques sociales, certains dirigeants conseillent de « poursuivre la baisse » des impôts.

Fondamentalement, l'idée est claire : de nombreux symptômes montrent que les deux partis de gouvernement les plus importants, et donc leurs candidats, ont des programmes qui se rapprochent ou se voient forcés de présenter des solutions assez peu éloignées, parce que c'est sur eux qu'est retombée ou que retombera la responsabilité de gouverner, et donc d'arbitrer entre les différents intérêts. Mais leur actuel alignement politique les oblige à exagérer leurs différences pour le temps de la campagne électorale : c'est trop artificiel, et le public le voit bien. D'où les difficultés que rencontre l'électeur à faire la distinction entre les deux propositions, et le remplacement d'un tel effort par une lamentable exploitation de petites phrases malheureuses.

Au-delà de la division gauche-droite, s'en dessine une autre qui est en relation avec les positions européennes de la France et son attitude générale devant l'internationalisation de l'économie. Cette fracture était déjà visible lors du référendum sur le traité de Maastricht, et elle s'est prolongée dans l'intervention en ex-Yougoslavie ou dans les positions face à la mondialisation, un phénomène que 25 % des Français identifient avec l'hégémonie des États-Unis.

Il semble clair qu'une partie des milieux politiques et sociaux fran-

çais considère que le pays a tout à perdre dans l'ouverture à l'Europe. Les Français ne sont pas les seuls Européens qui rechignent à accepter la prépondérance de la « bureaucratie de Bruxelles » sur le pouvoir politique national, mais c'est à coup sûr l'un des peuples chez qui cette méfiance se manifeste avec le

plus de force, rejoignant parfois le soutien aux mouvements contre la mondialisation et les tentatives de maintenir à toute force l'idée que les immigrés doivent s'intégrer dans la société « un par un », sans reconnaître le « multiculturalisme » de la tradition anglo-saxonne qui entend laisser sur la scène publi-

HASHEY. Dessin paru dans « The Wall Street Journal » (Bruxelles).

que un espace ouvert à l'expression de communautés différenciées. Le politologue Pascal Perrineau appelle « société fermée » les partisans de toutes ces résistances.

Ce fleuve alimente des courants situés aussi bien à gauche qu'à droite. Jean-Pierre Chevènement a transféré sur la Banque centrale

européenne la suspicion qu'il manifestait auparavant à l'égard de la monnaie unique ; mais Arlette Laguiller, elle aussi, a besoin d'une « société fermée », parce que ses propositions économiques et sociales ne seraient réalisables que dans un pays violemment protectionniste. Et, dans le camp de la droite, Le Pen et Mégret représentent un courant qui est tellement lié à l'idée d'une France traditionnelle et « allégée » des immigrés que cela se traduit forcément par une position antieuropéenne. Encore heureux que le passage à l'euro se soit fait correctement, évitant ainsi ce qui aurait pu être un dangereux élément de la campagne électorale.

En somme : comme tous les pays européens, la France connaît une ouverture institutionnelle et culturelle, en plus de la mondialisation économique et des phénomènes de délocalisation d'entreprises. Mais un nombre non négligeable d'hommes politiques et de leaders syndicaux considèrent cela comme un risque pour l'avenir. La résistance est encore plus grande quand il s'agit d'engager une véritable décentralisation interne : si les partis « de gouvernement » (la droite, les socialistes) l'entreprenaient pour de bon, Chevènement se tournerait vers le peuple pour lui dire : « Je vous avais prévenus. » Et dans un électoralat dont l'âge moyen est élevé – une personne sur deux en âge de voter a plus de cinquante ans –, habitué à une France uniforme d'est en ouest, il n'est pas difficile de trouver des gens qui se demandent quel besoin a leur pays de s'embarquer dans ce genre de complications. Un pays qui a l'importance de la France doit résoudre cette crise latente qu'il traîne avec lui. Il lui faut un pouvoir fort ; mais, en même temps, une réforme des règles du jeu politique ne sera possible qu'avec un large consensus national. Ce qui n'est pas facile à obtenir, si l'on en juge par les coups de massue qui ont écrasé une petite tentative d'autonomie pour la Corse. Le président qui sera élu le 5 mai sera obligé de dramatiser l'importance d'obtenir une majorité cohérente aux législatives de juin, d'autant plus que le camp politique battu arguera probablement des bienfaits d'un contre-pouvoir.

Joaquin Prieto
Traduit de l'espagnol par
François Maspéro

La nouvelle religion du temps libre

Pour Cesare Martinetti, correspondant du quotidien italien « La Stampa » à Paris, la loi sur les 35 heures nourrit une vague d'individualisme

SI les Français se sont peu passionnés pour cette campagne électorale, la raison en est que les candidats ont beaucoup parlé, mais pas du sujet qui occupe les Français : le temps libre. Quelles idées y a-t-il pour le week-end ? Aucune. Et c'est peut-être mieux ainsi car la France souffre – déjà – de l'image d'un pays hyperréglementé, dans le bon et le mauvais sens du terme. Mais, pris au milieu de cette dialectique paradoxale (une politique qui multiplie le temps libre, aucune proposition politique pour l'occuper), il se peut que les électeurs se soient sentis autorisés à ne pas trop s'intéresser à ce monde à l'atmosphère toujours un peu suspecte qui s'appelle la politique. C'est pourquoi ils jugent équivalents les programmes de Chirac et de Jospin, qui, en fait, ne le sont pas.

Bien entendu, cela n'est pas une analyse économique, pas plus qu'une grande enquête sociologique, mais au contraire une observation tendancieuse qui part d'une constatation personnelle : nulle part ailleurs je n'ai entendu d'une manière aussi massive, rythmée et quasi liturgique l'expression compli-

« Bon week-end ! » C'est un viatique qui commence à se promener dans l'air le jeudi et arrive au point culminant le vendredi, lorsque, dans chaque couloir du bureau, à chaque salut dans la rue, retentit un rituel « Bon week-end ! »

C'est comme si le temps de la vie était divisé en « week-ends » et « non-week-ends ». Et, pourtant, certains travaillent le samedi et le dimanche pour faire fonctionner, vivre et survivre une ville, avec tous ses services collectifs. En Italie, les journaux sortent sept jours sur sept. Alors, quand on me souhaite « bon week-end » le vendredi soir, je ne sais pas si le mien sera « bon » ou « mauvais ». Souvent, mon journal me « ruine » la fête en me demandant un article.

La loi sur les 35 heures a représenté beaucoup plus qu'une simple réduction du temps de travail. On discutera encore longtemps des résultats économiques et sociaux de cette loi. Mais une chose est évidente : le centre de gravité de l'existence s'est déplacé du temps de travail à celui du non-travail. Et cela est d'autant plus vrai dans les catégories et les situations où la mise en

place des 35 heures est plus difficile. Lorsque le différend a éclaté dans les hôpitaux, un médecin m'a dit : « Quand je prends mon tour de garde la nuit, j'enchaîne deux jours de travail, je fais mes 35 heures en deux jours. Que ferai-je au cours des cinq

jours de la société », comme l'a dit Jacques Chirac il y a quelques jours. Et ce même si aucune étude ne dit que la réduction du temps de travail a eu pour conséquence « de meilleures conditions de travail » ou « plus de plaisir à travailler ».

On a beaucoup parlé de sécurité en ignorant que l'angoisse est produite et multipliée par les bavardages sur le manque de sécurité bien plus que par la réalité elle-même

qui restent ? » Il s'agit là d'une situation bien emblématique et d'ailleurs toujours pas résolue. Pour ce médecin, le problème est devenu le temps libre. Pourtant, toutes les enquêtes sur les effets des 35 heures mettent en évidence une réalité positive : « plus de temps libre, plus de liberté », « plus de jours de vacances », « plus de temps pour soi et pour la famille ». Bref, « une évolution natu-

En tout cas, c'est une énorme révolution conceptuelle : les 35 heures ont transformé le travail en pure quantité. Une révolution que l'on ne peut pas laisser de côté. Aucun candidat à la présidentielle, de droite ou de gauche, ne propose de les abolir. Ceux qui les critiquent le font avec précaution. L'unique adversaire déclaré des 35 heures, Alain Madelin, renverse l'analyse d'un point de

vue libéral et dit : non aux 35 heures pour être plus libre et choisir la manière dont on veut mener sa propre vie.

Le revers politique de tout cela, d'après moi, est que les 35 heures ont amorcé une nouvelle vague d'individualisme qui, additionnée à la vague de refus de la politique qui traverse l'Europe, a produit les résultats que nous avons pu voir se refléter cette semaine dans les sondages : la fin de la confiance dans les mouvements collectifs, le vote comme mesure de la rancœur sociale. C'est ce que les politologues appellent la fin de la politique, ce sentiment qui a porté au pouvoir en Italie Silvio Berlusconi, qui – comme l'a bien dit Marc Lazar dans une interview à La Stampa – est de ceux qui pensent que la démocratie est le cadre qui garantit à chacun de pouvoir s'occuper de soi-même et de faire fructifier ses propres intérêts.

Bien sûr, il faut attendre les véritables résultats des élections, mais les sondages ont une valeur en soi. Ils nous ont appris avec certitude que la majorité des Français ont dit un grand « non » à la politique traditionnelle, même à celle qui leur a

offert les 35 heures, car, c'est bien connu, le peu fabuleux destin des réformateurs est celui de n'être jamais remerciés par ceux qui profitent de leurs réformes. Aucun politique n'a vraiment su parler au cœur, aux désirs, aux plaisirs des gens. On a beaucoup parlé de sécurité en ignorant que l'angoisse est produite et multipliée par les bavardages sur le manque de sécurité bien plus que par la réalité elle-même. Ce sont les professionnels de l'insécurité qui en profiteront, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche.

Et dire que pour donner un peu plus de sécurité il suffirait de toutes petites choses, comme plonger la main dans un sac de lentilles ou jeter des cailloux dans le canal Saint-Martin, ainsi que doivent le penser les huit millions de Français qui ont vu Amélie Poulain, champion social le plus sérieux de la dernière année, politiquement indéchiffable, mais existentiellement à la recherche de son « Bon week-end » hebdomadaire.

Cesare Martinetti
Traduit de l'italien par
Florence Djibedjian



**Photographe
à l'agence
Contact Press
Image,
Patrick Artinian
a suivi tous
les candidats.
Nous publions
une sélection
de ses clichés
avec les
légendes
qu'il a rédigées**

Images de campagne



Ci-dessus. Jacques Chirac au Théâtre du Palais-Royal. Les artistes soutenant Jacques Chirac s'y sont donné rendez-vous ce lundi matin 8 avril. Henri Salvador et Line Renaud sont les plus connus. Yves Duteil et Muriel Robin les plus jeunes. Sur scène, les différents intervenants n'ont qu'un seul slogan à la bouche : la baisse des charges et des impôts.

Ci-contre. Meeting de Jean-Pierre Chevènement à la Mutualité. La salle de la Mutualité de Paris est incontournable. Tous, ou presque, de droite comme de gauche, y ont tenu meeting. Pour Jean-Pierre Chevènement, c'était le 9 février.

Ci-dessous à gauche. Jean-Marie Le Pen à Béziers le 24 mars. Un admirateur offre une peinture représentant Jean-Marie Le Pen avec son épouse. A table, l'attaché de presse, sourire en coin, s'adresse au garde du corps de Le Pen et essaie de lui refiler le « tableau » afin qu'il le ramène à Paris.

Ci-dessous à droite. Meeting de Jean Saint-Josse à Amiens. Ils sont plus de 3 000, ce jeudi 28 février, à se presser dans le grand hall du Parc des expositions d'Amiens pour y écouter le leader du CPNT. A peine plus d'une dizaine de femmes font partie de l'assistance.



LE GRAND DOSSIER VUE D'AILLEURS



Ci-dessus, à gauche. Daniel Gluckstein lors de la sortie annuelle du Parti des travailleurs devant le Mur des fédérés au cimetière du Père-Lachaise. Cette année, le PT a décidé de célébrer la Commune de Paris le 16 mars, soit, campagne électorale oblige, près de deux mois en avance sur la date habituelle.



Ci-dessus à droite. Réunion de l'UEM à Toulouse le 23 février. Roselyne Bachelot et François d'Aubert écoutent le discours de Michelle Alliot-Marie. La fête sera gâchée par François Bayrou, qui mettra les pieds dans le plat chiraquien lors d'une allocution sur les méfaits d'un parti unique à droite.

Ci-contre. Fin de meeting à Montreuil ce 11 mars. Olivier Besancenot a défendu son projet dans une langue de plomb bien rodée et assez étonnante dans la bouche d'un si jeune candidat. Une fille l'interpelle. Il la reconnaît et ils s'embrassent. Le candidat de la LCR donne encore une ou deux interviews aux télés et radios présentes et ira boire un verre avec elle.



Ci-dessous. Lionel Jospin à Liévin. C'était incontournable. Tout candidat socialiste qui se respecte se doit de faire un tour par les régions minières du nord de la France. Lionel Jospin n'y a pas coupé en ce samedi 13 avril. Il a déposé une gerbe sur le monument des victimes de la catastrophe de Liévin qui en ce 27 décembre 1974, deux jours après Noël, coûta la vie à quarante-deux mineurs de fond.



Mener une campagne électorale en évitant d'aborder les questions de fond, comme les dérives corporatistes, voilà qui étonne la presse étrangère. Celle-ci voit dans la course à l'Elysée le reflet d'un mal français : le non-renouvellement du personnel politique

Dessin paru dans « The Economist » (Londres).



Le statu quo du Un regard sévère et ironique

La presse internationale déplore l'absence de vrai débat dans la campagne et moque l'« américanisation » de la vie politique

VOULEZ-VOUS vous débarrasser de cette partie du statu quo ou de l'autre ? » Derrière l'ironie toute britannique, la formule de *The Independent* résume un sentiment largement répandu hors de nos frontières. Rendez-vous politique majeur de notre pays, l'élection présidentielle est perçue d'avance comme une occasion manquée pour la France. La presse étrangère attribue cela à plusieurs facteurs, d'autant plus déconcertants qu'ils sont dus à des particularités nationales apparemment bien établies, plus qu'à l'environnement politique et économique mondial.

Les hommes d'abord. Quelle alternative s'offre aux électeurs lorsque les deux principaux prétendants à l'Elysée sont les mêmes adversaires qu'il y a sept ans, qu'ils ont gouverné ensemble les cinq années écoulées et que, de surcroît, ils occupent les hautes sphères du pouvoir depuis plusieurs décennies ? Le reproche vaut également pour Arlette Laguiller et Jean-Marie Le Pen, déjà candidats en 1974, et pour Jean-Pierre Chevènement, trois fois ministre démissionnaire.

« La classe politique s'apparente à une troupe de répertoire en tournée, avec les mêmes vieux acteurs jouant les mêmes rôles depuis des dizaines d'années », juge *The Independent*. En France, nul Tony Blair, Gerhard Schröder ou José Maria Aznar pour apporter du sang neuf et des idées nouvelles. Le fait qu'une personnalité politique puisse se représenter devant les électeurs après avoir été battue lors d'un scrutin majeur est incompréhensible. Les partis sont définis comme de simples écuries présidentielles au service d'un candidat permanent, au détriment de la promotion des idées. « L'obsession de la fonction suprême a fait apparaître un système des partis spécifique à la France, dans lequel la longévité politique du chef est élevée au rang de nécessité inévitable », analyse l'hebdomadaire suisse *Die Weltwoche*.

Les institutions, ensuite. La première cohabitation était une curiosité pour le monde, la seconde une transition, la dernière est une ano-

malie. Ce partage forcé du pouvoir, si éloigné d'une grande coalition telle qu'a pu en connaître l'Allemagne, est rejeté comme le facteur essentiel du statu quo actuel. L'absence de grandes réformes intérieures et d'initiatives de la France sur la scène internationale lui est attribuée. « Comment la République "une et indivisible" pourrait-elle concevoir un grand dessein quand ses deux représentants marchent dans des directions opposées ? », interroge *Die Welt*.

Plus déstabilisant pour la vie politique, l'équilibre des pouvoirs en est modifié, et cela se ressent sur la campagne. Les commentateurs étrangers abordent plus facilement que les candidats la question fondamentale de cette année électorale : l'ave-

comme le signe d'une apathie morale inquiétante de la part d'une grande démocratie. De l'avis général, Jacques Chirac mène une campagne sans imagination et sans panache, mais qui, en étant centrée sur le thème de l'insécurité, se nourrit de l'actualité, comme la tuerie de Nanterre et les agressions antisémites. « Au bout de quarante ans, la machine électorale de Jacques Chirac est bien huilée. Et dans cette dernière campagne du président sortant, elle semble tourner à plein régime », constate simplement *The Guardian*.

Face à lui, Lionel Jospin est reconnu comme un homme sérieux, honnête et travailleur, mais souffrant d'un manque flagrant de chaleur humaine. Sa campagne est sévèrement jugée. Alors qu'il pouvait se

« Comment la République "une et indivisible" pourrait-elle concevoir un grand dessein quand ses deux représentants marchent dans des directions opposées ? » **DIE WELT**

nir de la fonction présidentielle, laquelle serait définitivement affaiblie en cas de nouvelle cohabitation. De ce point de vue, la prééminence élyséenne voulue par Charles de Gaulle et renforcée par le suffrage universel a disparu. « La V République est finie, même s'il n'y aura pas de faire-part officiel », affirme Flora Lewis, l'éditorialiste de *l'International Herald Tribune*.

Jacques Chirac contre Lionel Jospin, tel est donc le produit de ces exceptions françaises. Le duel est observé avec curiosité. D'un côté, un président sortant qui - sujet d'incompréhension permanent - peut rester au pouvoir, briguer un second mandat et avoir de bonnes chances de l'emporter malgré de multiples mises en cause par la justice. Cette tolérance est interprétée au mieux comme un désenchantement face aux pratiques d'une classe politique d'un autre âge, au pire

prévaloir d'une expérience gouvernementale plutôt flatteuse, le premier ministre n'a pas su se bâtir une stature présidentielle. Il n'a pas su se positionner clairement, menant « une campagne en zigzag qui a débuté avec une affirmation qui a fait le bonheur des caricaturistes, "Je suis socialiste mais mon programme n'est pas socialiste" », blâme *La Stampa*.

Alors que la présence à ses côtés de personnalités comme Dominique Strauss-Kahn, notamment apprécié par la presse allemande, était accueillie comme un gage de compétence, le trop-plein de personnalités aux ambitions contradictoires est désormais jugé comme une faiblesse. Les observateurs étrangers, qui constatent le manque d'intérêt des Français pour la campagne et stigmatisent le face-à-face inévitable entre Jospin et Chirac, ne sont pas réellement surpris par la tournure protestataire du scrutin. Mais ils regrettent

qu'aucun des quatorze autres candidats ne représente une alternative crédible. Alors que le dernier Parti communiste influent en Europe glisse vers un déclin qui paraît définitif, la présence de trois trotskistes et le succès attendu d'Arlette Laguiller nourrissent de nombreux commentaires sur la persistance de la foi marxiste la plus radicale.

« Où ailleurs qu'en France une trotskiste retraitée de 62 ans pourrait-elle lutter pour la troisième place lors de l'élection la plus importante du pays ? », s'étonne *The Irish Times*. Au-delà d'une curiosité suscitée par les sondages, la candidate de Lutte ouvrière, comme avant elle Jean-Pierre Chevènement, ne fait cependant pas illusion. Et le score attendu de Jean-Marie Le Pen, personnage jugé sans avenir, n'est plus vraiment analysé comme une tendance politique majeure. « Les candidats sans chance de succès ne présentent pas d'originalité, ils sont juste un miroir déformé de la société française, renvoyant l'image d'un pays hostile à la nouveauté et au changement », tranche le *Corriere della Sera*.

Au bout du compte, seuls deux projets comptent vraiment. Entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, les convergences sont nombreuses et nourrissent le diagnostic d'une élection sans perspectives. La nécessité de satisfaire l'électorat le plus large possible est bien comprise, mais il s'agirait avant tout d'une question de culture politique commune à la grande majorité des candidats. « Aucun d'entre eux ne semble rompre avec les principes de base de la politique française des dernières décennies. Pour les deux principaux candidats, l'Etat garde une place prépondérante dans tous les recoins de la vie nationale, avec un rôle permanent dans l'économie », observe ainsi *l'International Herald Tribune*.

Jacques Chirac est considéré comme favorable aux entreprises et Lionel Jospin est crédité de la baisse du chômage et de nombreuses privatisations. Mais ni l'un ni l'autre n'inspirent confiance aux journaux acquis au libéralisme, qui se préoccupent surtout de l'avenir des retraites, de la réforme d'un Etat jugé trop lourd et de la libéralisation de services publics reconnus comme efficaces mais trop coûteux. Plus généralement, la frontière entre la droite et la gauche n'est plus clairement identifiée. La cohabitation au long cours et le non-renouvellement de la classe politique sont une fois encore désignés comme les responsables de cet affaiblissement des lignes du débat. Seul *Le Temps* conçoit cette élection présidentielle comme l'occasion d'opérer un vrai choix politique. « Il y a, au fond, une différence de philosophie de l'Etat, argumente le quotidien suisse. Pour Jacques Chirac, ce dernier doit favoriser l'activité économique par des incitations et supprimer les contraintes qui pèsent sur les entreprises et sur les initiatives individuelles ; l'Etat doit se recentrer sur sa fonction de protecteur des individus [sécurité]. Pour Lionel Jospin, l'Etat doit être le grand régulateur de la vie économique et sociale. Ce sont deux conceptions du contrat social. »

Au fond, nos voisins semblent regretter les vieux affrontements qui permettaient de prendre clairement parti, et la vision d'un président gaullien élevé au rang de guide de la nation. « Où sont l'imagination et le courage ? », clame le *Financial Times*. Ni Chirac ni Jospin n'ont encore fourni leur vision du pays en 2007, sans parler d'une vision qui insufflerait de la confiance. La campagne n'a pas besoin de rhétorique hautaine ou de prescriptions politiques détaillées, mais d'une plus grande clarté de la part des deux principaux candidats et d'un véritable débat. Chirac et Jospin sont enlisés à défendre des propositions mal financées ou basées sur des prévisions de croissance trop optimistes. La France mériterait mieux. »

L'autre fait marquant de cette campagne présidentielle est la place

toujours plus importante jouée par la communication. La mise en scène millimétrée des meetings, les séances photo dans la presse people et le nombre de conseillers en communication, en particulier Claude Chirac, dont la relation personnelle et professionnelle avec son père fascine, sont comptabilisés comme autant de signes d'une américanisation croissante de la politique française, qui viendrait compenser le manque de substance du débat.

L'apparition des épouses des candidats sur le devant de la scène est à cet égard perçue comme une tentative un peu dérisoire de mettre encore plus en valeur des personnalités transformées en argument électoral. « Le marketing politique est la nouvelle vedette des élections françaises, déplore le quotidien argentin *Clarín*. De plus en plus, l'art de la politique cède la place à l'art de l'irréalité. On se rapproche d'un spectacle hollywoodien, et on cherche désormais des arguments électoraux susceptibles de convaincre la ménagère qui regarde la télévision à partir de 3 heures de l'après-midi comme les cadres exigeants qui n'allument leur poste qu'après 21 heures. Aujourd'hui, pour les candidats à la présidence, l'idéologie est morte et l'américanisation de la campagne électorale vient se substituer au fracas des débats d'idées. »

A l'issue de cette campagne particulière, sur quoi se décideront les Français ? Difficile à dire, d'autant que les rapports entre le personnel politique et les électeurs paraissent pour le moins ambigus. Ces derniers approuvent la cohabitation, mais ils encouragent les extrêmes. Ils jugent Lionel Jospin honnête, mais lui préfèrent Jacques Chirac. Bref, les Français ne savent pas ce qu'ils veulent. « Normalement, les

« Normalement, les politiques mentent à leurs électeurs. Mais dans cette élection bizarre, ce sont les électeurs français qui mentent à leurs politiciens »

THE INDEPENDENT

politiques mentent à leurs électeurs. Mais, dans cette élection bizarre, ce sont les électeurs français qui mentent à leurs politiciens, analyse *The Independent*. Les Français mentent lorsqu'ils disent qu'ils veulent le changement. Ils veulent des solutions aux problèmes croissants d'éducation, de santé et de retraite. Mais toutes les tentatives raisonnables d'aborder ces problèmes au cours des dix dernières années ont été mises en échec par des groupes qui ont défendu des intérêts particuliers et ont été soutenus par le grand public. Ils mentent ensuite quand ils réclament des dirigeants honnêtes et "carrés", qui feront tout ce qu'ils promettent de faire. Cela peut leur plaire à un niveau local ou même en ce qui concerne un premier ministre. Mais pas lorsqu'il s'agit de choisir un président. »

Illusions perdues, manque de civisme ? « Tous les sondages montrent que seulement la moitié des électeurs suivent la campagne avec intérêt, contre les deux tiers lors des scrutins des années 1980 et 1990 », note *El País*, en avançant une explication toute simple : « Peut-être la France se désidéologise-t-elle comme tant d'autres pays en Europe. »

Eric Maurice,
« *Courrier international* »
pour « *Le Monde* »

politique, un Etat prééminent

La maladie du corporatisme

Pour John Lichfield, correspondant du quotidien londonien « The Independent », l'Etat ne fait pas primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers

LES historiens s'accordent à dire que la Grande-Bretagne est le pays de l'évolution et la France celui de la révolution. En Grande-Bretagne, nous dit-on, les changements de société, de Constitution ou économiques se font de façon imprévisible, mais relativement en douceur. La France, elle, connaît de longues périodes de blocage et de frustration, ponctuées par des explosions aussi destructrices que créatrices qui font avancer le pays. C'est ainsi que, dans les années 1790, les Français ont dû faire tomber des milliers de têtes pour parvenir aux libertés bourgeoises obtenues par les Britanniques au fil des siècles.

En 1968, la jeunesse française a dû lancer des pavés sur les CRS pour avoir le droit de porter les cheveux longs et des pantalons violets, comme le faisaient les étudiants de l'autre côté de la Manche. C'est en tout cas ainsi que cela se passait autrefois. Or pratiquement personne ne s'est rendu compte que, ces vingt dernières années, les deux pays, apparemment lassés par leur propre histoire, ont échangé ce qui était devenu leur rôle traditionnel. Avec l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher, en 1979, la Grande-Bretagne est devenue un pays révolutionnaire, avec tous les progrès et toutes les douleurs que cela implique. Les vieilles certitudes étouffantes et les entraves à l'économie ont volé en éclats, mais – comme dans le cas de la Révolution française ou de toute autre révolution – la destruction ne s'est pas limitée, loin de là, à ce qui méritait d'être détruit.

Des dizaines de milliers d'emplois d'ouvrier ont été sacrifiés sur l'autel du monétarisme. L'ancien régime [en français dans le texte], autre-

ment dit les investissements publics dans les chemins de fer, l'éducation et la santé, a été renversé. Un dynamisme nouveau a vu le jour, mais nous sommes aujourd'hui seulement en train de découvrir à quel prix. Certains historiens révisionnistes français soulignent même que la Révolution française a bloqué le développement économique et industriel de l'Hexagone pendant trente ans ou plus. Dans le même temps, la France a connu une période de lent changement, du moins lorsque changement il y a. La France n'est plus ce pays centré sur lui-même, impénétrable, clientéliste et doté d'un Etat tout-puissant qu'elle était jusque dans les années 1970, voire 1980. C'est avec réticence et brutalité qu'elle est allée de l'avant, sans se départir de son essence française, sans renoncer à son service public, mais sans grande créativité ou dynamisme non plus.

La France est-elle en pleine évolution ou bien traverse-t-elle l'une de ces périodes de blocage qui précèdent une grande explosion ? Il serait agréable de penser que le résultat du scrutin apportera la réponse. Mais ce n'est pas le cas. Les grandes interrogations auxquelles la France est confrontée – les impôts, les retraites, l'éducation, la santé, son rôle en Europe – seront laissées de côté ou esquivées pendant les cinq ans à venir. Comme me l'a confié récemment un baron provincial du centre droit : « Ce sont des élections pour rien. Au mieux des élections de transition. Je crois que beaucoup de gens le savent, et cela contribue au sentiment malsain de frustration qui règne dans notre pays. Les vrais problèmes ne pourront pas être résolus tant que cette génération politique, celle de Jospin et de Chirac, n'aura pas disparu. »

Depuis les années 1980, la Grande-Bretagne et la France ont pris des chemins différents, équivalant à une expérience sur les approches opposées de la modernité. En conséquence, chacun des deux pays est obsédé par ce qui arrive à l'autre – et il est fréquent qu'il en donne une fausse interprétation ou une représentation erronée. Du côté britannique du tunnel sous la Manche, nous avons une vision très contradictoire de la France.

C'est : a) le pays qui a tout faux. Ses impôts sont élevés, son droit du travail trop rigide, ses bureaucra-

ties et une économie moins dynamique, c'est notamment – mais pas uniquement – parce que ses services publics sont plus performants. Et si la Grande-Bretagne a une économie plus souple, plus créative, c'est en partie parce que ses impôts sont peu élevés et que ses services publics sont lamentables. Nous nous efforçons de les remettre sur pied, ce qui entraînera inévitablement une hausse des impôts (ce que même les conservateurs reconnaissent aujourd'hui).

La question cruciale pour la France – parfois soulevée dans le cadre du débat électoral – consiste à

savoir combien de temps ce modèle de services publics fonctionnant sur la base d'impôts élevés pourra survivre dans un monde d'investissements mobiles et de concurrence internationale. Le problème sous-jacent – jamais évoqué dans le cadre du débat électoral – consiste à venir à bout des intérêts particuliers solidement implantés qui s'opposent à toute réforme, alors que l'opinion française a pris la surprenante habitude de soutenir des intérêts étriqués aux dépens des intérêts nationaux – autrement dit, les siens.

Partout dans l'Hexagone, dans les grandes villes comme dans la France profonde [en français dans le texte], on entend la même plainte : « Les politiciens ? Ils font beaucoup de promesses mais ils n'en tiennent aucune. » Les politiques, s'ils en avaient le courage, pourraient eux aussi se plaindre. « Les électeurs ?, diraient-ils. Ils nous demandent beaucoup, mais ils soutiennent les forces qui résistent au changement. »

Ces dix dernières années, toutes les tentatives visant à s'attaquer aux réformes nécessaires – concernant les retraites, l'éducation ou la taille démesurée du ministère de l'économie et des finances – ont été mises en échec par l'égoïsme et l'entêtement avec lesquels des catégories socio-professionnelles ont défendu leurs propres intérêts. Dans l'immense majorité des cas, qu'il s'agisse des chauffeurs routiers, des enseignants, des fonctionnaires ou des agriculteurs, l'opinion s'est montrée d'une indulgence extraordinaire, allant jusqu'à soutenir les grévistes.

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher a brisé l'emprise de ce type d'intérêts catégoriels. Hélas (et elle fut en cela une véritable révolutionnaire), elle a également mis en piè-

ces la tradition et la qualité des investissements dans les services et les infrastructures publics. Or il n'est pas absolument nécessaire de les détruire du même coup. Pour évoluer, au lieu de stagner ou d'exploser, la France doit trouver le moyen de préserver la qualité de son service public, tout en abolissant ces sacro-saints intérêts.

Pour cela, il lui faut continuer à investir dans les lignes de TGV, mais arrêter de tolérer un système qui permet aux conducteurs de train de ne travailler que douze heures par semaine et de prendre leur retraite à 50 ans et à taux plein. Pour cela, il lui faut renforcer un système de retraites en voie d'effondrement, en autorisant des régimes privés (ce qui, à l'heure actuelle, est illégal). Cela passe aussi par la préservation ou l'amélioration de la qualité de l'éducation nationale, en brisant le pouvoir des enseignants, qui font évoluer le système en fonction de leurs propres intérêts et non de ceux des élèves.

La capacité de la France à aller de l'avant n'est pas freinée par l'étatisme, mais par le corporatisme. En un sens, l'Etat est trop faible pour imposer le genre de changements que les responsables politiques sensés, de droite comme de gauche, reconnaissent comme nécessaires. Or il est probable que ni un président Jospin ni un président Chirac II n'aura une vision assez large ou ne disposera du soutien de ses concitoyens, pas même de son propre camp, pour être plus qu'un gestionnaire de crise. La France se prépare à cinq années d'esquives et de dérives. Reste à savoir si, au bout de ce laps de temps, elle sera mûre pour évoluer – ou pour une révolution.

John Lichfield



MIX & REMIX. Dessin paru dans « L'Hebdo » (Lausanne).



Jospin-Berlin, une relation sans passion

Le premier ministre-candidat sacrifie à la profession de foi franco-allemande, mais il ne propose rien, regrette Gerd Kröncke, de la « Süddeutsche Zeitung »

IL y a eu une époque où la relation franco-allemande était quelque chose de particulier. On avait commencé par le respect qu'un vieil homme, Charles de Gaulle, éprouvait pour un homme encore plus âgé, Konrad Adenauer, et vice versa. Plus tard vinrent les rencontres lourdes de symboles puis les gestes de réconciliation devant les tombes de soldats – le chancelier Kohl qui donne la main à Mitterrand. Des deux côtés du Rhin, les prédécesseurs des dirigeants actuels ont tenté de lui donner une âme, ce qui leur était d'autant plus facile qu'ils s'inscrivaient eux-mêmes dans une tradition de réconciliation. Or ceux qui sont aux commandes

aujourd'hui sont plus jeunes et n'ont rien à se pardonner mutuellement. Au début de sa carrière, Gerhard Schröder était orienté vers la Grande-Bretagne – en admettant qu'il se soit tourné vers quelque pays que ce soit. Son partenaire français Lionel Jospin ne s'est jamais fait remarquer par une affinité particulière pour l'Allemagne – un de ses proches qualifie d'« agnostique » le rapport qu'il entretient avec elle.

Pour dire les choses de façon neutre : Jospin n'a rien contre l'Allemagne. Ses deux principaux soutiens, Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, et Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, font partie de ceux qui regardent

au-delà du Rhin avec scepticisme. Ce dernier a beau insister sans cesse sur la fréquence de ses rencontres avec Joschka Fischer, cela ne l'a pas empêché de traiter publiquement son homologue allemand de « joueur de flûte » parce que ça l'arrangeait sur le plan intérieur.

Schröder et Jospin sont tous deux en campagne, et la relation franco-allemande ne représente actuellement à leurs yeux, au mieux, qu'un paramètre tactique. Puisqu'il faut une symbolique franco-allemande – c'est ce qu'on a conseillé au premier ministre-candidat –, elle doit ouvrir la voie à l'Élysée. D'où la forme qu'a prise le rendez-vous de Berlin, le 5 avril – Lionel Jospin à la cathédrale

française du Gendarmenmarkt. Sa visite ne s'adressait pas aux Allemands, mais principalement aux dizaines de milliers de Français qui vivent en Allemagne et qui sont pour lui aussi importants que les habitants de l'île de la Réunion par exemple.

Jacques Chirac, son adversaire gaulliste, est considéré par ses homologues comme un « Européen de raison ». Dans la première moitié de son mandat, qui arrive à son terme, quand Helmut Kohl, dont il se sentait plus proche, était aux commandes côté allemand, on a souvent invoqué le moteur, parfois nommé l'« axe », Paris-Berlin. Cette relation privilégiée a peut-être été

victime de son succès depuis, même si cette nouvelle normalité est ressentie par certains comme un retour en arrière. Quoi qu'il en soit, Jospin, qui est un homme sobre, voit les choses sans passion. Pour lui, l'Allemagne est un bon voisin. C'est déjà quelque chose. Dans un entretien publié par Libération le 2 avril, il déclare que la relation « franco-allemande » [en français dans le texte] ne devrait pas être une affaire exclusive et devrait être « féconde ». Il ajoute qu'il a toujours considéré l'idée d'un axe comme trop fermée sur elle-même et juge nécessaire de la redéfinir. Cela n'a rien de tragique du point de vue allemand : Schröder n'a laissé aucun doute sur le fait

qu'il voit les choses exactement de la même façon. La cordialité est révolue. Il faut reconnaître que ce n'est pas le bon moment pour faire l'inventaire des relations franco-allemandes, car celles-ci ne jouent aucun rôle dans la campagne. Pourtant Jospin fait référence à l'Europe – « Je suis totalement européen » –, alors que ce n'est pas non plus un thème particulièrement important.

Le premier ministre a beau ne pas être persuadé que Français et Allemands sont les parents de la famille européenne, ils restent les piliers de soutien de l'édifice et demeurent incontournables.

Gerd Kröncke



STEVEN LAURENCE KAPLAN est professeur d'histoire européenne à l'université Cornell, aux Etats-Unis. Spécialiste du XVIII^e siècle français, il a publié notamment *Le Meilleur pain du monde. Les boulangers de Paris au XVIII^e siècle* (Fayard, 1996) et *La Fin des corporations* (Fayard, 2001). Son dernier livre, *Le Retour du bon pain* (Perrin), sera en librairie en mai.

Pour Steven Laurence Kaplan, la France est un pays bien étrange avec son système électoral à deux tours et son désintérêt pour l'Europe, qui est à ses yeux le seul moyen d'échapper à une mondialisation qui ne serait qu'une américanisation

« Ce qui me gêne, c'est la perte de la jouissance de la confrontation »

Vous êtes en France depuis le début de l'année. Comment jugez-vous la campagne présidentielle ?

Ce qui me frappe d'abord, c'est que vous, journalistes, vous avez suscité une grande attente en entretenant le suspense sur l'entrée en campagne des deux grands candidats, en les poussant à se déclarer. On attendait avec impatience que les gladiateurs pénètrent dans l'arène. Et on est plutôt déçu. Pourquoi ? Ce n'est pas que les deux hommes soient sans mérite, mais d'abord ce sont les deux sortants, ils ont entre eux une relation compliquée, ambiguë, qui comporte de fortes tensions, mais aussi des ententes profondes. C'est pourquoi ils ont eu du mal, dans un premier temps, à se démarquer l'un de l'autre. Et puis il y a votre système à deux tours, très bizarre pour un Américain : chez nous, la campagne est peut-être trop longue, mais une fois qu'on a voté, c'est fini !

L'atténuation des divergences idéologiques n'est-elle pas à vos yeux un signe de maturité politique ?

Il est vrai que la France est devenue une République du centre, comme l'ont écrit naguère François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon. C'est ce qui explique d'ailleurs la disparition du centre en tant que tel. Il a fallu la gifle de Strasbourg pour que Bayrou existe pendant quelques minutes. Et c'est dommage, parce qu'il a de bonnes idées, même si ce ne sont pas les miennes. Son intervention à Toulouse, au meeting de l'Union en mouvement, a été peut-être le seul moment fort de la campagne : lorsqu'il a dit que si tout le monde pense la même chose, alors on ne pense pas, il a eu tout à fait raison. Aujourd'hui, Jospin et Chirac se disputent le centre. Du coup, Jospin a été obligé, en fin de campagne, de gauchir son discours. Quant à Chirac, il cherche une France « en grand », ce qui est un poncif. Tous les deux veulent une France « ensemble », mais sans jamais réfléchir sur le lien social, sur l'échec du modèle d'intégration républicaine...

C'est l'un des aspects du débat sur la sécurité.

Oui, mais justement ils n'en parlent pas. Cette question est la grande absence de la campagne. Qu'il y ait un problème de sécurité, je le crois, même si cela gêne la gauche et si cela arrange la droite, comme aux Etats-Unis où la droite - voyez Giuliani à New York - s'est toujours présentée comme le parti de « la loi et l'ordre » et où la gauche n'a jamais bien su comment lui répondre. Jospin a voulu corriger le tir, comme Gore et Clinton l'avaient fait chez nous. Mais le fond du problème n'est pas là. Le vrai problème n'est pas celui de l'immigration ni de l'islamisme, mais bien celui du modèle républicain. On n'en parle pas. Seul Chevènement pose les bonnes questions, mais ses réponses sont archaïques. Je ne dis pas qu'il faut abandonner le modèle républicain - sinon, on va encore dire que décidément les Américains n'y comprennent rien -, mais qu'il faut se demander pourquoi il est en panne. La « naïveté » de Jospin, qui a découvert que le chômage n'était pas la seule cause de l'insécurité, m'a choqué. Comme la démagogie de Chirac, qui a essayé de « récupérer » la tuerie de Nanterre.

Y a-t-il d'autres grandes questions absentes de la campagne ?

L'absence de tout débat sur l'Europe entre les principaux candidats est gravissime.

Cela prouve qu'ils sont d'accord entre eux...

Ils sont peut-être d'accord entre eux, mais ils n'ont pas expliqué aux Français ce que cela veut dire. L'exemple du sommet de Barcelone est instructif. Les chefs d'Etat et de gouvernement y ont décidé, en catimini, d'allonger de cinq ans la durée du travail. Quand ils sont revenus en France, ni Chirac ni Jospin n'en ont dit un mot. Ils avaient fait là-bas sous la table ce qu'ils auraient dû faire ouvertement. L'Europe, c'est votre avenir, c'est la possibilité pour vous d'échapper à une mondialisation qui ne serait qu'une américanisation. Il est dommage que personne n'en parle, à l'exception des souverainistes, qui tiennent sur ce sujet un discours réducteur.

Sur la mondialisation, Chirac et Jospin disent la même chose : qu'il faut l'humaniser, l'atténuer, la maîtriser. Mais ils oublient de rappeler que la France est déjà dépassée, que son économie dépend de son commerce extérieur deux fois plus que celle des Etats-Unis et que 40 % de sa Bourse appartient à des étrangers. Il est consternant que la plupart des candidats ne s'expriment pas franchement sur cette question.

Revenons à l'affaiblissement du débat idéologique. N'est-il pas un indice, parmi d'autres, d'une américanisation de la vie politique française ?

Oui, on pourrait dire que la France entre, en quelque sorte, dans la cour des grands. Mais, avec ses exceptions multiples, en a-t-elle vraiment envie ? La France politique est peut-être plus mature, moins agitée, moins divisée, mais entre ce discours et le comportement des Français il reste un abîme. Vous avez, d'un côté, une France apparemment moins idéologisée et, de l'autre, toujours une grande violence, symbolique souvent, réelle parfois, dans les relations sociales. La France semble hésiter entre la réduction de ses différences et la volonté de les maintenir. Ce qui me gêne dans cette adhésion au paradigme policé des démocraties avancées, c'est la perte de la jouissance de la confrontation, de la volupté du débat.

Vous pensez qu'on est allé trop loin dans l'apaisement des passions...

Je pense qu'il ne correspond pas à votre tempérament, à vos impératifs affectifs. Le résultat, c'est que vous laissez le champ libre à Arlette Laguiller ou à Jean-Pierre Chevènement. Je trouve cela dangereux. Je trouve

dangereux d'inventer une Arlette qui incarne tout ce qu'il y a de noble dans l'aventure de la différence ou de permettre à Chevènement de récupérer tout ce qu'il y a de rigoureux dans le modèle jacobino-républicain. Le programme d'Arlette, pour qui le regard de près, fait froid dans le dos. Quant à Chevènement, ce n'est pas tout à fait le général Boulanger, mais il inquiète. En voulant jouer de plus en plus sur la marge, Chirac et Jospin ont ouvert une brèche qui permet, à gauche plus qu'à droite, à d'autres acteurs d'occuper un espace qui devrait être celui des grands débats.

La percée de l'extrême droite est-elle l'expression du même phénomène ?

Il existe en France un consensus mou autour de quelques idées incarnées, balisées par Chirac et Jospin, et les autres n'ont pas d'espace pour s'exprimer

Je ne crois pas. Elle relève d'une tradition ancrée dans l'expérience française du siècle dernier, et même du précédent. Jean-Marie Le Pen est un grand tribun, un homme charismatique, mais il exploite aussi un fonds de commerce qui a ses racines dans la France contre-révolutionnaire. Il a été aidé par le système des cinq cents signatures, qui lui a permis de jouer sur sa victimisation : il aurait été inconcevable de l'exclure de la compétition.

Vous critiquez le système des cinq cents signatures. Quelle est la procédure suivie aux Etats-Unis ?

Chez nous, les candidats se présentent Etat par Etat. Il leur faut disposer d'un certain nombre de signatures de citoyens. Dans certains Etats, il peut y avoir une demi-douzaine de candidats, mais jamais seize, comme chez vous. Sur le plan national, il y a souvent un troisième candidat, comme Ralph Nader en 2000. Le candidat communiste est présent aussi, le plus souvent, dans la plupart des Etats, mais personne n'y prête vraiment attention, d'autant plus qu'il n'y a aucune obligation pour les chaînes de télévision de respecter l'égalité des temps de paro-

Bush est un homme profondément conservateur, ancré dans une vision chrétienne du monde et dans une anthropologie de l'homme extrêmement sombre, même si elle se double d'un versant lumineux dans l'au-delà. La vision de Gore est plus moderne, plus ancrée ici-bas, fondée sur une conception plus optimiste de l'homme. Sur le plan économique, Bush croit vraiment que le marché arbitre et qu'il ne faut pas y toucher, Gore est plus favorable à l'intervention de l'Etat, il ne veut pas tout abandonner à la main invisible. De ce point de vue, Chirac et Jospin sont beaucoup plus proches l'un de l'autre, ils sont tous les deux dirigistes, tous les deux jacobins, tous les deux très attachés aux acquis des Français.

Que pensez-vous du faible score d'Alain Madelin, le chantre du libéralisme, dans les intentions de vote ?

Il m'étonne. Madelin veut incarner la modernité, il dit qu'il faut « dégraisser le marmouth », comme dirait l'autre, il veut réformer l'Etat. Je sais bien qu'en France on ne peut pas réformer l'Etat, mais tout de même son message devrait plaire, d'autant que les jeunes ne connaissent pas son passé d'extrême droite au mouvement Occident. Pourquoi suscite-t-il si peu de réactions ? Parce qu'il existe en France un consensus mou autour de quelques idées incarnées, balisées par Chirac et Jospin, et que les autres n'ont pas d'espace pour s'exprimer.

D'autres sujets d'étonnement ?

L'indifférence des Français à l'égard des « affaires » et des casseroles que traîne Chirac. Vous me direz que la corruption existe aussi aux Etats-Unis, que les dirigeants d'Enron ont donné des centaines de milliers de dollars à Bush, mais ce n'est pas la même chose. S'il y avait le moindre soupçon que Bush ait acheté du foie gras avec de l'argent d'Enron, il ne s'en remettrait pas. Chirac est comme Reagan : c'est l'effet Tefal, rien n'acrocche. Quand François Hollande a parlé d'une « fracture morale », j'ai pensé que la question allait rebondir, alors qu'elle est tout de suite retombée. Cela veut-il dire que les Français sont cyniques et que pour eux les hommes politiques sont tous pourris ? Je le crains. Ce que je vois, c'est qu'on parle des affaires, et puis qu'on passe à autre chose.

On a beaucoup parlé aussi du rôle des communicants...

Parmi les mots qui ont pris le pouvoir depuis dix ans en France, celui de communication est pour moi le plus détestable. C'est nous qui avons inventé ces méthodes, bien sûr, qui visent à occulter et à manipuler, mais il me semble que même chez nous elles sont mises en pratique avec plus de pudeur. En France, elles ont tué ce que j'appellais tout à l'heure la jouissance de la confrontation.

Que pensez-vous de la présence des épouses dans la campagne ?

Là aussi l'Amérique a donné l'exemple. On a beaucoup vu M^{me} Bush aux côtés de son mari. M^{me} Gore est une militante sur les questions sociales. Quant aux Clinton, chacun sait que le grand homme politique de la famille, c'est Madame. Chez vous, les animaux domestiques ne sont pas encore sur les photos, mais ça viendra.

Si vous étiez électeur en France, pour qui voteriez-vous ?

Pas pour Arlette, c'est certain. Je crois que je voterai pour Jospin, tout en regrettant qu'il n'ait pas fait campagne autrement. Je vous l'ai dit, Chirac me fait penser à Reagan, même si, bien sûr, il n'a rien à voir avec l'idéologie reaganienne. Je fais référence à sa relation avec les Français. Reagan disait aux Américains : je suis comme vous, vous pouvez compter sur moi. Jospin, lui, me rappelle Gore. Il n'a pas le contact avec les gens. Il essaie d'être comme eux, mais ça ne marche pas.

Vous avez voté pour Gore ?

J'ai voté pour Gore un peu à contre-cœur, par rejet de Bush. Mais j'en veux beaucoup à Nader. Il a joué dans la campagne le rôle que jouent ici Chevènement et Laguiller. Et il a fini par faire battre Gore.

INGRAM PINN. Dessin paru dans le « Financial Times » le 22 février (Londres).



Propos recueillis par Thomas Ferenczi

Des milliers de momies incas découvertes dans une nécropole au Pérou

Un véritable trésor a été révélé par les archéologues péruviens dirigés par Guillermo Cock à Puruchuco, dans la banlieue de Lima.

Plus de 1 200 cocons de toile contenant un ou plusieurs individus ont été mis au jour. Le cimetière compterait 10 000 dépouilles et 50 000 objets

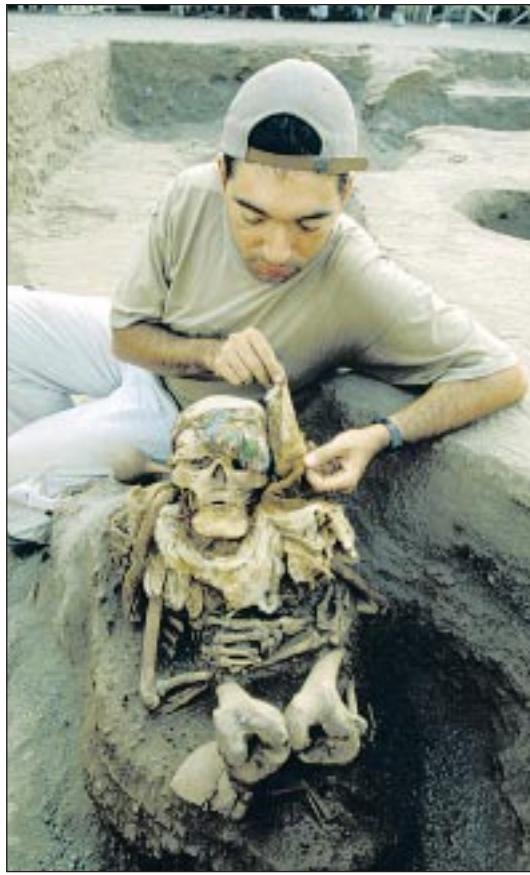
SOUS UN BIDONVILLE de la banlieue de Lima, à Puruchuco, dormait, depuis cinq cents ans, un trésor archéologique. Plus de deux mille momies de la période inca – hommes, femmes et enfants – viennent en effet d'être découvertes par une équipe d'archéologues péruviens dirigée par Guillermo Cock. Selon la revue *National Geographic*, qui publie l'information sur son site Internet (<http://nationalgeographic.com>), seule une petite partie du site a été explorée jusqu'à présent. Des prospections ultérieures pourraient faire monter le nombre des momies jusqu'à 10 000. « Cette découverte est l'une des plus importantes dans l'histoire de l'archéologie inca. Nous avons devant nous des années de travail pour les mettre toutes au jour et les étudier », explique Guillermo Cock.

Les archéologues savaient depuis longtemps que Puruchuco était le site d'un très ancien cimetière, mais ils n'osaient pas l'explorer de peur de perturber la population indienne des Andes réfugiée dans ce lieu pour échapper à la guérilla des années 1980. Par un hasard étrange, ce bidonville a été baptisé Tupac Amaru, nom du dernier Inca, fils de Manco Inca, décapité par les Espagnols en 1572 après une tentative désespérée de rébellion contre l'envahisseur.

Les scientifiques ont commencé par effectuer quelques prospections en 1999 et 2000, et c'est seulement à ce moment qu'ils ont mesu-



PHOTOS IRA BLOCK / NATIONAL GEOGRAPHIC



DES MOMIES PRÈS DE LIMA



Plus de deux mille momies incas ont été découvertes sous un bidonville situé à Puruchuco, à l'est de Lima. Enterrés dans des caveaux de 16 à 60 m² de superficie creusés dans le sol à 3 ou 4 m de profondeur, et rebouchés par des gravats et du sable, les corps ont été trouvés en très bon état de conservation. Ci-contre, des archéologues exhument ces momies et enlèvent les tissus qui les enveloppent.

aussi remarquable, ajoute la chercheuse française. Mais elle n'est pas exceptionnelle. » Car il existe aux alentours de Lima un grand nombre de cimetières correspondant aux périodes préinca et inca. Ainsi, à 30 kilomètres au nord de la capitale péruvienne, dans la ville de Chancay, ont été mises au jour des nécropoles préincas qui ont livré des milliers de momies.

MOMIFICATION NATURELLE

Les momies, dont 99 % résultent d'une momification naturelle, sont souvent présentées dans des *fardos*. « C'était un mode d'enterrement très répandu au Pérou, explique Danielle Lavallée, la présentation des morts sous forme de paquets funéraires était classique pour l'époque et la région. Les Péruviens de l'époque inca enterraient leurs morts le corps replié en position fœtale et accroupie. Et ils étaient entourés avec des mètres de tissus de laine ou de lin plus ou moins richement tissés ou décorés. » La hauteur de ces *fardos* individuels est en général de 1,5 mètre, et ils sont souvent surmontés d'une fausse tête. Cependant, « il est exceptionnel de trouver plusieurs corps dans un même *fardo* », ajoute la chercheuse.

Il reste toutefois à estimer avec précision l'âge des squelettes en faisant appel à des méthodes de datation au carbone 14, par exemple. Car l'évaluation actuelle s'appuie essentiellement sur la qualité du matériel archéologique découvert (tissus, parures et poteries).

La richesse de la découverte péruvienne devrait nous éclairer davantage sur les mœurs de l'empire inca, qui s'est construit en un siècle (entre 1430 et 1532) et qui brillait de tous ses feux jusqu'à la capture de l'Inca Atahualpa par Pizarro. Car, dans leur rage destructrice et leur appât du gain, les conquérants espagnols ont laissé peu de traces de cette brillante civilisation, en faisant notamment fondre en lingots tous les objets honorifiques en or de la caste impériale inca.

Christiane Galus

ré l'importance de leur découverte. Les recherches ont repris en 2001, avec l'aide financière du groupe *National Geographic*. Les archéologues ont creusé sous les routes, évi-

tant d'abîmer les habitations. Après seulement dix semaines de prospection, l'équipe de Cock a exhumé plus de 1 200 *fardos*, sortes de grands cocons contenant un ou plusieurs individus – adultes et enfants parfois réunis. Dans certains cas, l'ensemble pèse jusqu'à 180 kilos. Quarante de ces cocons sont surmontés d'une fausse tête humaine en coton.

UN CLIMAT TRÈS SEC

Les corps enveloppés dans les *fardos* ont été remarquablement bien conservés. Dans certains cas les parties molles (les yeux et les parties génitales) sont encore présentes. Une situation due au climat extrêmement sec du désert côtier péruvien, où parfois il ne pleut pas pendant vingt ans. Ce qui devrait

faciliter l'étude ultérieure de ces restes humains par l'analyse génétique et devrait apporter des informations intéressantes sur l'état général de la population, les liens de parenté entre les morts, les sources de nourriture et les causes de décès.

Les scientifiques péruviens ont également mis au jour de 50 000 à 60 000 restes archéologiques (objets personnels, nourriture, ustensiles de la vie quotidienne). Ces objets, auxquels s'ajoutent les tissus plus ou moins riches qui enveloppent certaines des momies et les plumes spécifiques de l'élite inca, fourniront aux archéologues une mine de données sur les us et coutumes de cette population. Car ces momies « représentent au moins dix strates sociales différentes, depuis les

membres de l'élite inca jusqu'à des populations plus modestes », note Guillermo Cock.

La découverte de Puruchuco est donc « très intéressante, d'autant que les tombes n'ont pas été pillées », estime Danielle Lavallée, archéologue française spécialiste du Pérou et des régions andines et directeur de recherches au CNRS (laboratoire d'archéologie des Amériques à la Maison de l'archéologie et de l'éthnologie de Nanterre). On savait déjà qu'il existait à cet endroit un groupe d'édifices qu'on interprétait auparavant comme étant des lieux administratifs ou la demeure d'un dignitaire inca. « Mais on ne pensait pas que cela se trouvait au cœur d'une zone de nécropoles de cette importance. »

« La densité des momies est elle

Juanita et Sarita, momies des glaces andines

A plusieurs reprises, des momies incas ont été découvertes dans les glaces des Andes péruviennes. Le corps d'une jeune fille sacrifiée à l'âge de la puberté, et appelée Juanita, fut découvert en 1995 dans la région d'Arequipa, dans la calotte glaciaire du Nevado Ampato à 6 300 mètres d'altitude. La « momie des glaces », vieille de cinq cents ans, se révéla être pour les scientifiques un véritable trésor d'informations, car le grand froid avait gardé le corps de Juanita dans un parfait état de conservation.

Ses organes pratiquement intacts, ainsi que les bactéries et les virus qu'ils contenaient, permirent de livrer des informations sur l'alimentation et l'état sanitaire des populations indiennes de l'époque. En 1996, une autre momie de jeune fille, dénommée Sarita, fut de nouveau découverte sur les hauteurs du Nevado Picchu Picchu, au-dessus d'Arequipa. Et en mars 1999, trois momies d'enfants étaient mises au jour au sommet du volcan Llullaillaco, à la frontière du Chili et de l'Argentine.

Dataplay lance de nouveaux disques numériques de 32 mm de diamètre

PAS MOINS de 500 mégaoctets (Mo) de données stockés sur un disque de taille à peine supérieure à celle d'une pièce de 2 euros... Le nouveau support numérique annoncé par l'entreprise américaine Dataplay (Boulder, Colorado) ne mesure que 3,2 cm de diamètre et il contient pourtant presque autant d'informations numériques que son ancêtre, le CD de 12 cm (650 à 700 Mo). De quoi apporter un nouveau bouleversement dans la panoplie déjà passablement complexe des supports numériques.

Créée en 1998, Dataplay tente ainsi d'imposer son nouveau disque en profitant des progrès réalisés dans la gravure des disques optiques depuis le lancement du CD, en 1982. Le « Dataplay digital media » dispose de deux faces contenant 250 Mo de données (musique, vidéo, images, documents...). La densité d'information stockées est ainsi multipliée par 5 pour une face. Gravé des deux côtés, le disque Dataplay décuple la quantité de données rapportée à l'encombrement par rapport au CD. Un atout important dans un contexte où les fabricants de supports numériques ne rêvent que de miniaturisation afin de profiter au mieux de la vague des appareils nomades.

Malgré son incontestable succès dans le domaine de l'enregistre-

ment musical, le CD ne s'est pas vraiment imposé dans celui des baladeurs. D'où le lancement, en 1993, du MiniDisc (MD) par Sony. Un disque de 64 mm de diamètre enfermé dans un boîtier en plastique contenait alors 140 Mo de données. Grâce à un système de compression, le Japonais réussissait à loger le contenu d'un CD (74 minutes de musique) dans un seul MD. Tous les efforts de Sony n'ont pas suffi pour que le format s'impose comme remplaçant définitif de la cassette analogique à bande magnétique.

Aujourd'hui, la situation devient de plus en plus confuse. Depuis quelques mois, sont en effet apparus des mini-CD d'environ 200 Mo de capacité pour un diamètre de 8 cm, soit une surface divisée par plus de deux mais une quantité d'information divisée par plus de 3. Mais avec un avantage majeur : le gain en encombrement n'est pas réalisé au détriment de la compatibilité. Ainsi, un mini-CD fonctionne sur n'importe quel lecteur de CD de salon ou d'ordinateur. La version enregistrable (mini-CD-R) peut être utilisée avec les graveurs de CD. Seule nouveauté, de nouveaux lecteurs adaptés aux mini-CD, et qui n'acceptent donc pas les CD, ont été lancés avec une taille qui les rapprochent sensible-

ment des baladeurs à cassettes.

Il n'en va pas de même avec le Dataplay digital device. Comme le MD, il est enfermé dans un boîtier en plastique (33,5 mm par 42,1 mm pour 3 mm d'épaisseur) et impose l'acquisition de matériel spécial pour sa lecture et son enregistrement. Après l'expérience de Sony, quelles sont les chances de Dataplay de ne pas se heurter aux mêmes difficultés ?

LEÇONS DU PASSÉ

L'entreprise américaine semble avoir tiré certaines leçons du passé. Avant de tenter de convaincre les consommateurs avec le lancement de ses nouveaux disques prévu pour juin aux Etats-Unis, elle s'est assurée le support de l'industrie. Côté fabricants, Dataplay s'appuie sur Toshiba et Samsung, qui doivent fabriquer des lecteurs dédiés à la musique et à la vidéo. Les premiers lecteurs musicaux sont annoncés pour la fin mai aux Etats-Unis avec des prix de vente compris entre 330 euros et 420 euros. Encore plus décisif, l'adhésion de trois grands de l'édition musicale, BMG, Universal et EMI devrait lui garantir la commercialisation de musique préenregistrée sur les nouveaux disques. Un titre de Britney Spears est ainsi annoncé pour cet été. Il faut dire que

Dataplay a soigné les éditeurs en intégrant à son système des moyens de protection des œuvres contre la copie numérique, ce dont les CD et mini-CD sont dépourvus. Dans le contexte de peur panique du piratage, cette garantie ne peut que séduire les éditeurs qui se plaignent d'une chute de 5 % des ventes mondiales de CD en 2001.

La capacité des nouveaux disques permettra d'enregistrer de 5 albums en format compressé, type MP3. Les éditeurs pourront commercialiser, sur le même disque, un album pour 18 euros tout en enregistrant d'autres titres qui resteront cachés jusqu'à ce que l'acheteur obtienne des codes d'accès sur Internet au prix de 9 à 15 euros par album supplémentaire. Une souplesse de mise sur le marché qu'aucun support numérique n'offre aujourd'hui. Ces perfectionnements qui privilégient les éditeurs pourraient rebouter les consommateurs accoutumés à la liberté de copie par l'utilisation des CD et CDR. Les Dataplay seront également handicapés par leur prix. Un disque vierge devrait revenir à environ 10 dollars (11,25 euros) alors qu'un lot de 10 mini-CD-R de 210 Mo chacun coûte aujourd'hui 12 euros...

Michel Alberganti

Un puffin de 50 ans, plus vieil oiseau vivant

LES OISEAUX

ont désormais leur doyen officiel, et c'est un marin. D'ordinaire, le puffin à pattes roses, qui passe le plus clair de son temps à voler au ras des vagues de l'Atlantique pour se nourrir, ne dépasse pas la trentaine d'années. Des ornithologues britanniques ont pourtant observé un individu de cette espèce âgé de 50 ans au moins, dans une colonie de reproduction sur les côtes du pays de Galles. En 1957, il avait 5 ans quand on lui fixa à une patte la bague qui aujourd'hui permet d'évaluer son exceptionnelle longévité. Le record de longévité dans le monde des oiseaux appartient toujours à une femelle albatros royal, disparue à 62 ans en 1990.



DÉPÊCHE

■ **INTERNET** : l'expérience de vote électronique de Vandœuvre-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour l'élection présidentielle, d'abord interdite par un avis défavorable de la CNIL rendu le 11 avril, a été finalement autorisée. Au lieu de voter depuis leur domicile comme il était initialement prévu, les électeurs qui désirent participer à l'expérience se rendront dans un bureau de vote unique installé dans l'hôtel de ville, où trois ordinateurs seront installés dans trois isolements. « A aucun moment, l'identité de l'électeur ne pourra être rapprochée du mot de passe et du code d'accès qui lui seront confiés sur place pour lui permettre d'exprimer son vote », précise la mairie. – (AFP.)

Le Monde



Le Monde
ECONOMIE

Retraites : la réforme obligée

Mardi 23 avril avec Le Monde daté mercredi 24 avril

La politique s'est rangée des voitures

L'auto façonne l'image des candidats, mais elle n'est plus partisane

INUTILE d'attendre le second tour pour désigner le vainqueur de l'élection de l'automobile présidentielle de 2002. Haut la main, le monospace – et plus précisément le ticket Renault Espace-Peugeot 806 – s'est imposé comme le moyen de transport favori de la plupart des candidats, en particulier des deux principaux, Jacques Chirac et Lionel Jospin. Alors que le président de la République comme le premier ministre effectuent d'ordinaire leurs déplacements officiels à bord de grandes berlines, Peugeot 607 ou Renault Safrane, leurs apparitions en tant que candidats auront systématiquement privilégié le monospace de location, vert foncé ou bleu marine. Interrogés, les états-majors développent les mêmes arguments. L'Espace ou le 806, disent-ils, sont plus pratiques que les limousines habituel-

quartier général de Lionel Jospin. Le souvenir encore présent du « gang des R25 » (la grande Renault avec chauffeur était devenue le symbole des dérives de l'après-mai 1981) incite sans doute à éviter ce qui pourrait ressembler à une limousine trop voyante.

Dans l'équipe du sortant, le monospace n'est pas non plus une découverte. Chargée de la communication du président de la République, Claude Chirac n'a jamais caché sa préférence pour ce type de voiture. Surtout depuis que « Les Guignols de l'info » mettent en scène la marionnette de Jacques Chirac à bord de la fameuse Citroën CX Prestige grise, au style très daté des années 1970, qui le transporta à travers Paris jusqu'à l'Hôtel de Ville au soir de son élection, le 20 mai 1995. Cette auto, qui était l'ancien véhicule de fonction

Citroën prépare une version présidentielle de son futur haut de gamme C6, attendu en 2004, mais, au siège de la marque, on assure n'être au courant de rien.

En tout état de cause, le futur carrosse républicain ne sera pas décapotable et il y a fort à parier qu'il ne s'inspirera pas non plus du style baroque des deux SM pompidoliennes. Quant aux deux principaux favoris à la course présidentielle, ils n'ont jamais avoué – contrairement à Gerhard Schröder, par exemple – une attirance particulière pour l'objet automobile. Si Jacques Chirac semble largement s'en désintéresser, Lionel Jospin se laisse séduire par un cabriolet Renault 19 qui, hélas, lui fut dérobé.

Il est bien loin le temps où la voiture française faisait écho à la politique et choisissait son camp. Personne n'ignore que Citroën est intimement lié à la geste gaullienne. A Londres, l'importateur de la firme au double chevron confia au chef de la France libre une Traction, modèle qui devint une sorte de compagnon de la Libération. La DS noire rivée à la route malgré deux pneus crevés lors de l'attentat du Petit-Clamart, en 1962, est une image d'Épinal du gaullisme. Georges Pompidou, qui ne dédaignait pourtant pas de rouler en Porsche, respecta la tradition, mais Valéry Giscard d'Estaing, qui lui aussi aimait prendre le volant, brisa un tabou en choisissant un beau jour de jeter son dévolu sur une nouvelle voiture officielle qui fit doublement sursauter les gardiens du temple. C'était une Peugeot 604, et elle était de couleur marron.

A gauche, la régie Renault, entreprise nationalisée, sera longtemps la « forteresse ouvrière », citadelle avancée des conquêtes sociales. Ses modèles permettent aux groupes sociaux en expansion (ouvriers qualifiés, fonctionnaires, employés) d'accéder à l'automobile et les accompagnent dans leur embourgeoisement. François Mitterrand ne jure que par le losange et ne fait pas mystère de sa préférence. En 1992, il se fait présenter dans la cour de l'Élysée la nouvelle Twingo.

N'en déplaise aux apparences – Louis Schweitzer, PDG de Renault, fut directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon et Jean-Martin Foltz, son homologue de PSA, fit ses armes de haut fonctionnaire dans des cabinets de ministres RPR avant de rejoindre le privé – clivages automobiles et

La cour de l'Élysée à la Bourse du commerce

Depuis le jeudi 11 avril et jusqu'au dimanche 14 avril (de 10 heures à 18 heures, entrée 4 € pour les plus de 14 ans), la Bourse du commerce de Paris (2, rue de Viarmes, Paris 1^{er}) accueille l'exposition « Voitures de présidents », organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Cette manifestation, dont le journaliste Alain Trampoglieri est le commissaire général, rassemble quelques-uns des fleurons automobiles élyséens dont une très belle Simca de la IVe République, une escouade de Citroën noires datées de l'ère gaullienne ou giscardienne (dont une discutable « reconstitution de la DS de l'attentat du Petit-Clamart »), une Safrane blindée, mais aussi l'ancienne CX de fonction de Jacques Chirac à la Mairie de Paris. La plupart des voitures réunies à la Bourse du commerce proviennent du Musée des voitures de chefs d'État installé au château de Montjalin, à Sauvigny-le-Bois, dans l'Yonne. Ouvert toute l'année, ce château-musée compte notamment une Lincoln américaine, une ZIL soviétique et une Papamobile.

les. On peut plus aisément travailler à bord, car la communication est facile entre l'avant et l'arrière. Jusqu'à sept adultes y prennent place, ce qui permet de limiter le nombre de véhicules accompagnateurs et, en plus, les monospaces peuvent rouler assez vite.

Une autre raison explique que le personnel politique s'entiche de ces voitures pour familles nombreuses. Pratiques, elles reflètent aussi une image plus moderne, moins guindée et donc plus proche de la population. La chute des berlines classiques, en particulier les modèles de haut de gamme, est depuis longtemps déjà une réalité du marché automobile, où la part des monospaces et, dans une moindre mesure, des 4x4 ne cesse de progresser. La politique est devenue modeste, son rapport à la voiture l'est tout autant. « Une noria de grandes voitures noires traversant une ville, ça ne fait plus très bon effet », glisse-t-on à l'Atelier, le

du chef de l'État, alors maire de Paris, et que convoitait le Musée du septennat, en Corrèze (son immatriculation est toujours 19 FLX 75), a été cédée à la présidence de la République par la municipalité parisienne, et rien ne dit qu'elle sera remise à l'honneur en cas de victoire.

LA DÉCAPOTABLE AU GARAGE

On peut accuser l'automobile de bien des maux, mais pas de celui de nourrir la politique-spectacle. D'ailleurs, la voiture d'apparat du rituel républicain se meurt. Livrées en 1972, les deux superbes Citroën SM décapotables carrossées par Chapron ont été discrètement écartées. Après avoir intronisé Jacques Chirac en 1995, elles ont accueilli de rares têtes couronnées. Depuis, elles prennent la poussière dans les sous-sols du Quai d'Orsay. On leur reproche d'être vieux jeu et, surtout, d'exposer dangereusement leur hôte. Il se murmure que



Jacques Chirac, le 20 mai 1995, traversant Paris à bord de sa CX.

politiques se confondent de moins en moins. En outre, les idées reçues sont mises à mal par un sondage réalisé par BVA pour l'Auto-Journal et publié dans le dernier numéro, daté du 18 avril, de ce bimensuel. On y apprend que la proportion d'électeurs de gauche est légèrement supérieure (51 %) chez Peugeot que chez Renault (48 %). Quant aux « citroënistes », ils se déclarent largement à droite (59 %), mais cette tendance s'ex-

plique sans doute beaucoup par leur âge, un peu supérieur à la moyenne. Les spécialistes du marketing discernent toutefois parmi les plus de 50 ans fonctionnaires ou salariés du secteur public et déclarant voter à gauche un attachement assez marqué pour Renault, lié à un héritage historico-politique. Mais, à Billancourt, cela n'intéresse pas grand monde.

Jean-Michel Normand

DÉPÊCHES

■ **HORS-SÉRIE.** L'Argus de l'automobile publie un numéro hors série spécialement consacré au marché de l'occasion : principaux modèles de référence, conseils pratiques, actualité des meilleures ventes et des versions les plus recherchées. Tiré à 90 000 exemplaires, ce « Hors-série occasions » sera en vente en kiosque jusqu'à la mi-juin, au prix de 4,50 €.

■ **OCCASION.** L'exposition nationale « Automobiles d'occasion » se tiendra du 30 avril au 12 mai dans le cadre de la Foire de Paris, à Paris Expo (porte de Versailles, hall 6). Un millier de véhicules seront présentés par des professionnels.

■ **PGO.** Le constructeur français PGO, spécialisé dans la fabrication de répliques de la Porsche 356, lancera au second semestre 2002 sa nouvelle 356-2, qui sera animée par un moteur de Peugeot 206 S16. Installé près d'Alès, PGO vise une production de 550 véhicules en 2003 et de 750 en 2004, et vient d'être introduit en Bourse.

■ **FORD.** La deux millionième Focus produite en Europe est sortie des chaînes de l'usine Ford de Saarlouis, en Allemagne, le 26 mars. Egalement fabriquée en Espagne, au Mexique, en Argentine et aux États-Unis, la Focus a déjà été diffusée à 2,5 millions d'exemplaires au total. Deux nouvelles versions sportives seront lancées en 2002, dont la RS, inspirée de la Focus du championnat du monde des rallyes.

■ **RENAULT.** Le Kangoo a passé le cap du millionième exemplaire, vient d'annoncer Renault. Produit à Maubeuge mais aussi au Maroc et en Argentine, ce véhicule à la fois utilitaire et familial est disponible en version rallongée, 4x4, électrique, ou fonctionnant au GPL. ■ **AUTOROUTES.** L'Association française des sociétés d'autoroutes (ASF) lance une campagne de sensibilisation sur le thème de la sécurité des personnels travaillant sur les chantiers. Il s'agit d'« inciter les automobilistes à adopter une conduite plus prudente, et notamment à ralentir à l'approche des zones balisées ».

La Sécurité routière reste fidèle au parler-vrai

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE a définitivement décidé de changer de ton. Sa dernière campagne d'affichage, où l'on peut voir un corps humain sur lequel a été incrusté par photomontage de la tête froissée, confirme une option choisie depuis juin 1999 et consistant à ne pas taire les conséquences humaines d'un accident, à montrer des images non pas choquantes en soi mais « interpellantes ». « En ville, il n'y a pas que des voitures accidentées », insiste la Sécurité routière dans ses nouveaux slogans qui rappellent qu'un tiers des accidents mortels ont lieu en ville ou dans la périphérie urbaine.

« D'après les sondages, la perception du public face au changement de tonalité de nos campagnes est tout à fait positive en termes d'adhésion mais aussi de mémorisation », assure Stéphanie Dupont, responsable de la publicité à la Sécurité routière. Apparu en juin 1999 avec le redoutable petit film *La Route fleurie*, de Raymond Depardon (des images d'ambulances et de carrosseries déchirées sur fond de musique bucolique), le langage « vérité », adopté depuis belle lurette dans les pays anglo-saxons mais longtemps rejeté en France, doit permettre d'aller à l'encontre de la tendance très française à sous-estimer le risque routier. « Les conséquences des accidents, en particulier ceux qui se produisent en ville, sont souvent plus dramatiques que l'opinion ne veut bien l'imaginer », insistent les experts du ministère des transports. Ceux-ci rappellent que près de la moitié des cyclistes tués le sont



La nouvelle campagne de la Sécurité routière, qui a choisi de ne pas taire les conséquences humaines d'un accident de voiture.

en agglomération, qu'un choc à 20 km/h sans ceinture de sécurité peut être mortel, que quatre conducteurs sur cinq dépassent les limitations de vitesse lorsqu'ils traversent une agglomération de moins de 5 000 habitants, et que trois quarts des conducteurs qui téléphonent omettent de s'arrêter aux passages pour piétons.

PAS DE SURENCHÈRE

Cette campagne sera prolongée par des actions lancées à l'initiative d'élus locaux et par des expositions, notamment celle intitulée « La rue de tous les dangers ou comment les apprivoiser », réalisée par des enfants, et qui se tiendra du 22 au 28 avril sur le parvis de la gare Montparnasse, à Paris. Le parler-vrai et la tonalité plus dure de la communication de la Sécurité routière, perceptibles depuis le tournant de 1999 – qui fai-

sait suite à une année 1998 qui s'était soldée par une augmentation du nombre de victimes –, doivent aussi éviter de tomber dans le piège de la surenchère ou de la répétition. « Il faut aussi savoir changer de registre et ne pas s'enfermer dans un type de message stéréotypé. C'est pourquoi toutes nos campagnes ne se déclinent pas sur le même ton », reconnaît Stéphanie Dupont, qui souhaite « décortiquer, chaque fois que c'est possible, les causes d'un accident » à des fins pédagogiques. L'objectif n'est pas seulement de faire prendre conscience des risques mais aussi, à plus long terme, de « relégitimer des règles simples, a priori anodines, mais essentielles ; respecter les distances, boucler les ceintures des enfants assis à l'arrière, respecter les limitations ».

J.-M. N.

UNE SOIREE ELECTORALE SUR RTL, C'EST DRÔLE TOUTES LES 1/2 HEURES



DIMANCHE 21 AVRIL DE 19H45 À MINUIT, FLASH SPÉCIAL ÉLECTIONS AVEC LAURENT GERRA

RTL VIVRE ENSEMBLE

CULTURE

DANSE

Pour célébrer les vingt ans de sa compagnie Rosas, la chorégraphe offre à son public une nouvelle création surprenante et foisonnante, « April Me », sur une musique de Thierry de Mey qui inclut la partition « Noces » de Stravinsky, écrite à l'origine spécialement pour le ballet classique

La pièce montée d'Anne Teresa de Keersmaecker

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Tout oser, tout risquer encore, après vingt ans de créations. Se mettre à l'épreuve sans crainte de paraître arrogante, culottée, inconsciente. La reine Anne Teresa de Keersmaecker a souhaité que son public se souvienne de l'anniversaire qui célébrera les vingt ans de sa compagnie Rosas et les dix ans de son installation au Théâtre royal de la Monnaie, dirigé, à Bruxelles, par Bernard Foccroulle. Outre des reprises du répertoire avec orchestre, le bouquet des réjouissances, que tout le monde attend, est une création, dont on sait seulement qu'elle cachera en son sein *Noces* (rien que ça !), musique écrite exprès pour le ballet classique par Stravinsky en 1923. La chorégraphe a hésité, craignant que ce choix fasse trop « *Carmina Burana*, etc. ». En un mot, pas assez chic. Qu'à cela ne tienne ! D'une main, elle a attrapé Stravinsky, et de l'autre elle a bâti autour de lui un spectacle, de deux heures et plus, intitulé *April Me*, qui tient de l'usine à gaz ou des poupées gigognes.

Folle entreprise qui a trouvé son complice musical : le compositeur Thierry de Mey, collaborateur régulier de la chorégraphe. Tordus de rire, ou de peur, ils prennent la décision d'enchaîner *Noces*, inventant à la partition un prologue qu'ils nomment *Fiançailles*, ce qui est gonflé, et un *after hours* pour invités en descente d'amphétamines, ce qui est moderne. Pourquoi pas un DJ qui remixerait Igor S.? Le tout emballé sous le titre frissonnant d'*April Me*, néologisme emprunté à un poème d'E.E. Cummings, dont le vers *But if a Look Should April Me* (« Mais si un regard pouvait m'avrilier ») signe un superbe refrain. Anne Teresa de Keersmaecker n'a t-elle pas eu les yeux plus gros que le ventre ? On

est à Bruxelles où, du 3 au 6 avril, ont eu lieu les premières représentations. Comment faire comprendre cet immense bazar oriental, hanté par le désir d'aimer, mais que l'amour déserte. *Fiançailles*, la première partie, débute par une procession criarde qui dégringole du fond de la salle, portant à bout de bras les cadeaux des futurs mariés, dont une machine à laver. Leurs hurlements se mêlent à des chants de femmes de la plaine du Pô. Qui eux-mêmes enchaînent sur une autre voix, venue du Rajasthan, qui dit l'absence de l'aimé et le désir sans objet. Ces voix du monde créent une belle surprise. Car jamais Keersmaecker – qui a fait sa réputation en décortiquant avec sa danse les partitions contemporaines de Bartok, Ligeti, Reich, Cage, Xenakis, etc. – ne s'était encore aventurée sur le terrain des musiques populaires. Sur un plateau, frais comme le bleu du ciel, un couple danse un duo siamois, et disparaît.

Thierry de Mey, interprété live par six musiciens de l'ensemble Ictus, afin d'anticiper l'univers musical de Stravinsky, a choisi des percussions, retravaillées à l'électronique jusqu'à obtenir des couches sonores vibrantes, qui disent en cinq mouvements l'eau qui ruisselle, la terre qui frémit, le vent, le

tonnerre, puis le feu. Métronome, goutte d'eau, cloches ou déluge de batterie : c'est structuré, carré, imagé. Du prêt à danser. Dans lequel Anne Teresa de Keersmaecker s'engouffre. Les filles ont le buste dénudé, les garçons le torse nu ou portent des vestes ouvertes. Tous vêtus de jupes plissées ou de larges pantalons, bleu ou vert acide, qui s'envolent sur des spirales, des ivresses. Lignes de fuite, face-à-face, mais aussi figures brisées, sauts de chat, pliés jusqu'au sol.

DEMOISELLES EN COLOTTES

Devenue familière des codes du théâtre, après quatre pièces, créées de 1997 à 2000 avec sa sœur Jolente, qui mêlaient des textes à la danse – *Just before*, *Quartett*, *I said I*, *In Real Time* –, Anne Teresa de Keersmaecker accroche le long du mouvement des anecdotes et des flirts. Marta Coronado, la future mariée, enterre sa vie de jeune fille, passant de bras en bras. On voit l'ambiance. Quand un je-ne-sais-quoi de forcé déséquilibre cette première partie. Bizarre sentiment que la chorégraphe montre trop son talent, « surdanse », surenchérit. Les mouvements trop compliqués de la scénographie dominent ceux de la danse. Pour preuve, ce besoin qu'elle a ressenti de clore *Fiançailles* par les premiè-

Célébrations en France

- **April Me**, d'Anne Teresa de Keersmaecker. Avec Benjamin Boar, Marta Coronado, Alix Eynaudi, Jordi Gali, Fumio Ikeda, Cynthia Loemij, Ursula Robb, Taka Shamoto, Igor, Shyshko, Clinton Stringer, Julia Sugranyes, Rosalba Torres, Jakub Truszkowski. Jan Versweyvel (lumière). Inge Bûscher (costumes).
- **Rouen**, Opéra Leonard de Vinci. Les 23 et 24 avril, 20 h 30, soirée

répertoire avec des extraits de *The Lisbon Piece* (1998), *Toccata* (1993), *Ertz* (1992), *Fase* (1982), et *Bartok/Aantekeningen* (1986). Le 26, 20 h 30, *April Me*. Tél. : 02-35-71-41-36. De 9 € à 18 €.

- **Paris**, Théâtre de la Ville. Du 13 au 17 mai, 20 h 30, *April Me*. Du 21 au 25 mai, soirée répertoire. Du 28 au 31 mai, 1^{er} juin, 20 h 30, *Rain* (2001). Tél. : 01-42-74-22-77. 22 €.



Dans la création « April Me », la mariée, héroïne non consentante chez Stravinsky, devient une allumeuse à la robe découpée jusqu'au nombril.

res mesures de *Noces*, avec un jeu sexy de filles en culottes portant à la main leurs robes rouges de demoiselles d'honneur. Un enjambement qui est une façon de dire au spectateur qu'après l'entracte, ça continue. Au cas où...

Pas plus qu'elle n'avait déjà chorégraphié sur des musiques du monde, Keersmaecker ne s'était risquée à danser sur de la musique écrite pour le ballet. *Noces* a excité son goût du détournement. Les musiciens d'Ictus, n'ayant plus rien à faire pendant vingt-quatre minutes, se mêlent aux danseurs, y compris Georges-Elie Octors, le directeur musical. Tout va bien, la mariée est en blanc, et les robes rouges, orange et roses sur fond bleu ravissent l'œil. Les danseuses passent latéralement les unes devant les autres, reprenant dans l'espace le thème de la tresse, qui est celui du livret. Les garçons, enlacés par les épaules, imposent leurs rondes sautées. On est chez

Stravinsky. Plus pour longtemps : car la mariée est une allumeuse, et le marié (Jakub Truszkowski) s'en fiche. Exit le drame du livret avec son héroïne non consentante.

Commence une sarabande pétulante, puis une débandade, avec des allées et venues incessantes entre la scène et la salle. Les filles ont les jupes remontées en haut des cuisses. La robe de la mariée est découpée jusqu'au nombril. Des vêtements volent derrière des paravents. Et les mariés finissent perchés sur leur machine à laver. Essorage dans les règles de Stravinsky. C'est résolument paillard, désinvolte. Pour l'*after hours*, qui enchaîne sans interruption, des filles circulent en nuisette. Dans le silence, Georges-Elie Octors dessine dans l'espace des chiffres, comme un code pour déchiffrer la soirée. Est-ce encore nécessaire ? Le marié hurle devant la télévision. Deux garçons se battent sur les débris du décor.

Qui cherche encore l'amour? Cecilia Bartoli distillant une aria des *Noces de Figaro* de Mozart ? La comptine d'une fillette indienne ouvre au tout dernier moment *April Me* sur l'ailleurs, les étoiles... On salue le pari fou des deux artistes. Mais Anne Teresa de Keersmaecker, sommée de confronter sa danse aux multiples éléments musicaux qu'en partie elle expérimente, perd en route l'amour et la nostalgie de l'amour. On ne la sent pas (ou plus) dans la représentation de cette jeu-nesse nombrilique. En fait, si cet *April Me* devait renvoyer à Stravinsky, il serait plutôt un *Sacre du printemps* qui ne dirait pas son nom... A l'issue des premières représentations, ATDK, pour le cercle étroit, sabrait ici un solo de batterie, recomposait, assez à cran, la scénographie dont elle était insatisfaite. *April Me* n'avait pas fini d'éclorre...

Dominique Fréret

Une chorégraphe subversive rattrapée par les héritages

LA DANSE flamande, théâtrale par essence, est moins associée à l'œuvre d'Anne Teresa de Keersmaecker qu'à celle de Jan Fabre, Jan Lauwers ou Alain Platel. Et pourtant. La chorégraphe porte en elle une même violence. Mais, canalisée, maîtrisée, elle irrigue avec force des pièces formelles, qui cherchent à travers la musique, toutes les musiques, de Jean-Sébastien Bach à Magnus Lindberg, à faire jaillir la vie.

Moins directement engagée politiquement, c'est elle pourtant qui reçoit en 1998, à Sarajevo, le Grand Prix de la chorégraphie (The Golden Laurel Wealth) pour *Drumming*, tant il est vrai que sa danse est un hymne au vivant.

LOOK PAUVRE TRÈS TRAVAILLÉ

« April Me est le désir de fusion entre deux êtres, et le regret de savoir que cette fusion n'existe pas ! dit-elle. En vieillissant, je crois que cette notion d'amour qu'on porte en nous se transforme. » Aujourd'hui mère de deux très jeunes enfants, elle enchaîne : « Vous savez, se sentir mère, c'est se sentir femme autrement, notamment dans notre rapport au temps. Les enfants redonnent aux choses leurs justes proportions. »

Végétarienne stricte, sèche de premier abord, si ce n'est cassante, Anne Teresa de Keersmaecker cultive un look pauvre très travaillé, qu'elle a rendu célèbre sur la scène, puisqu'il fut longtemps l'uniforme de ses danseuses. Elle revient sur ses hésitations à chorégrapier une musique de ballet, à s'inscrire dans

une lignée historique : « Il y a des compositeurs auxquels je me confronte tout le temps, comme Thierry de Mey, Bartok ou Steve Reich. Je n'avais jamais abordé Stravinsky, dont la musique est pourtant par excellence une invite à danser. J'ai, à cette occasion, découvert la version chorégraphique d'origine de Bronislava Nijinska, que j'ai trouvée très belle. J'étais sensible à cette histoire de mariage forcé. C'est Georges-Elie Octors qui m'a conseillé la version musicale de l'Ensemble Pokrovsky, avec ses voix plus nasillardes, rauques, qui ne sont pas celles des chanteurs d'opéra. De surcroît, dans cette version, toute la partie instrumentale, je ne sais si c'est pour des raisons économiques, a été enregistrée sur ordinateur, ce qui va dans le sens de Stravinsky, qui aimait tant le piano mécanique. »

La force d'ATDK ? Avoir su attirer, depuis *Fase*, qu'elle créait en 1982, tout juste âgée de 22 ans, un entourage musical de qualité : Thierry de Mey, son « dealer musical », comme elle dit, mais aussi Georges-Elie Octors, de l'Ensemble Ictus. L'absence de Fernand Schirren, son conseiller le plus fidèle, disparu récemment, l'a-t-elle déstabilisée ? En France, Anne Teresa de Keersmaecker fêtera l'anniversaire de sa compagnie Rosas chez ses supporters de toujours : à Rouen, à l'Opéra Léonard-de-Vinci, que dirige Laurent Langlois, ainsi qu'à Paris, au Théâtre de la Ville, où Gérard Violette coproduit la Flamande les yeux fermés.

D. F.

Après *Tout sur ma mère*, un film encore plus rare, plus fort, plus émouvant.

LE NOUVEL OBS

Un chef-d'œuvre.

LES INROCKS

Un mélodrame d'une beauté renversante.

LE MONDE

Le plus beau film de Almodóvar.

LE POINT

Une œuvre magnifique et bouleversante.

LE FIGARO

Un film d'amour fou.

TELEHAMA

Le chef-d'œuvre de Almodóvar.

L'EXPRESS

un film de Almodóvar

parle avec elle

France inter Actuellement

EXPOSITIONS • Deux musées, à Lyon et à Saint-Romain-en-Gal, se penchent sur le passé méconnu des rives du Danube : ses populations se sont fondues dans la civilisation romaine

Puisant dans ses racines celtes, la Hongrie invoque son passé européen

VIENNE et LYON
de notre envoyé spécial

Rien n'est plus dissemblable que le Musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal et le Musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon. Le premier est un balcon ouvert sur le Rhône ; le second est enfoui sur les pentes de Fourvière. Ils ont pourtant été créés pour présenter l'héritage romain de la vallée du Rhône en s'appuyant sur des fouilles in situ. Leur politique d'exposition est complémentaire. C'est dans ces deux espaces que s'achève l'année magyare. On verra dans le premier édifice une exposition consacrée aux Celtes de Hongrie et, dans le second, sa suite logique, dédiée aux Romains du Danube.

Pourquoi évoquer une époque si lointaine et si méconnue des visiteurs français ? En voulant « celtiser » ses origines, la Hongrie manifeste peut-être le désir de mieux s'ancre dans l'Union européenne, à laquelle elle entend adhérer. La Hongrie, comme la Gaule – ou la Grande-Bretagne – a les mêmes ancêtres moustachus, amateurs de cervoise et de sangliers, « civilisés » par les mêmes Romains.

La première partie de l'exposition se tient donc dans le lumineux Musée de Saint-Romain-en-Gal. On y suit les premières populations installées dans la grande plaine traversée par le Danube. Nous sommes à la fin de l'âge du bronze et la future Hongrie est déjà un carrefour. Un peu plus tard, à l'âge du fer, débouchent les cavaliers qui viennent des grandes steppes de l'Est. Cimmériens puis Scythes apportent avec eux une métallurgie



PAUL VESSEYRE / MUSÉE ET SITES ARCHÉOLOGIQUES DE SAINT-ROMAIN-EN-GAL

La Hongrie, comme la Gaule, a des ancêtres moustachus, amateurs de cervoise et de sangliers

plus raffinée et les formes esthétiques qui leur sont propres. Des animaux affrontés, tout en volutes, décorent les mors de leurs chevaux, leurs bijoux et leurs armes.

Fait nouveau, ils ensevelissent leurs morts avec des bagages pour l'éternité – armes, animaux, vaisselles. Un de ces tumulus est reconstitué à Saint-Romain-en-Gal. Ces nomades sont à leur tour bousculés par les Celtes qui occupent le centre de l'Europe. Les vestiges celto-hongrois trouvés autour du Danube sont très voisins de ceux que l'on repère chez leurs cousins occidentaux. Mêmes emblèmes (le sanglier) ; mêmes types d'armes ; mêmes monnaies frappées à l'imitation des Grecs ; mêmes forteresses, ces oppida caractéristiques que l'on retrouve des Carpates aux monts d'Auvergne ; même esthétique, présente dès la fabrication de cette urne celto-hongroise (III^e siècle av. J.-C.) où l'on voit des loups attaquant un cervidé.

Le deuxième acte se joue à Lyon, l'ancienne capitale des Gaules, dans l'obscur et mystérieux musée dessiné par Bernard Zehruss. Comme les Gaulois, les Celtes hongrois ont été romanisés dès l'arrivée des premières légions (vers 35 av. J.-C.). Quatre d'entre elles s'établiront à demeure – soit 20 000 hommes, sans compter les auxiliaires et leurs familles. L'exposition de Lyon nous permet de mesurer l'intensité de la romanisation de cette province : la Pannonie a suivi le même chemin que la Gaule. Le Danube qui coupe la putza est alors une frontière. Derrière cette ligne fortifiée, les populations adoptent progressivement les mœurs et la langue de leurs conquérants. On voit, à Lyon, sur une stèle funéraire (III^e siècle), un couple de notables autochtones. L'homme, drapé dans sa toge, tient un parchemin à la main, comme un bon citoyen romain. Sa femme, en revanche, porte encore ses vêtements et ses bijoux traditionnels. Comme en Gaule, les dieux celtes se confondent vite avec Jupiter ou Dionysos. Viennent, ensuite, les cultes orientaux, de Cybèle ou de Myhra, très populaires dans tout l'Empire romain, de la Gaule à la Pannonie.

A partir du III^e siècle, les frontières de la *pax romana* sont ébranlées. Les Celtes romanisés de Hongrie font cause commune avec les légions impériales. On voit à Lyon une double effigie de l'empereur Marc Aurèle, mort à la tâche en Pannonie, en affrontant les Marcomans. La première, académique, importée de Rome, est en bronze : la seconde, en pierre, plus fruste, a été taillée sur place par un artiste local pour lui rendre hommage. C'est après la chute de Rome que le destin des Celto-Romains de Hongrie diffère de nos Gallo-Romains. Les premiers vont être digérés par les envahisseurs déferlant de l'Est. A commencer par les Huns d'Attila, dont on peut voir un colossal et énigmatique cratère métallique. Les derniers nomades à se fixer dans ces plaines seront les Hongrois (vers 896), des peuples de langues finno-ougriennes, christianisés un siècle plus tard. L'oubli des Celtes sera total. Il faudra attendre le XIX^e siècle pour que la Hongrie retrouve ses origines celtes. Et qu'elle revendique cette filiation européenne.



A gauche, un sanglier en bronze du I^{er} siècle av. J.-C., emblème des Celtes. Ci-dessus, un portrait en bronze de l'empereur Marc Aurèle (II^e siècle ap. J.-C.) importé de Rome en Hongrie.

MUSIQUE • Le concert de musique anglaise a souffert de la mauvaise acoustique du lieu

Le Chœur de Radio France soumis à la rude épreuve du concert a cappella

LE RÉPERTOIRE a cappella est une discipline redoutable, mais qui permet de jauger les qualités et les failles d'un ensemble choral. On n'avait pas entendu depuis longtemps le Chœur de Radio France dans un tel cadre : souvent associés aux orchestres de la maison, pour de grandes fresques symphoniques ou des oratorios, les 114 membres salariés de ce chœur mastodonte se font pourtant régulièrement entendre dans des concerts plus intimistes, lors de leur saison d'abonnement à l'église Notre-Dame-du-Travail, un édifice art nouveau et industriel dont l'acoustique n'est, hélas ! pas des meilleures ni pour le public ni pour les chanteurs.

Cela explique certainement, mais partiellement, les énormes problèmes de justesse constatés au long de ce très intéressant programme de musique anglaise rare, conçu par le nouveau chef associé du Chœur de Radio France, le Britannique Philip White.

INTONATION UN PEU BASSE

Les pupitres extrêmes (sopranos et basses) de cette formation posent d'évidents problèmes structurels : les basses chantent de manière trop grasse, et leur intonation un peu basse aggrave la propulsion du chœur à baisser de diapason en cours d'œuvre, un défaut courant chez les amateurs mais qu'il est difficile d'accepter chez une phalange professionnelle. On ne le constate presque jamais chez les BBC Singers, au RIAS Kammerchor ou aux Chœurs de la Radio suédoise, voire chez des formations d'amateurs comme le Chœur de la BBC ou la Joyful Company of Singers de Peter Broadbent.

Les sopranos ont une couleur

d'ensemble de laquelle s'échappent trop d'individualités : le son ne « prend » pas, devient agressif et aigrelet dans l'aigu. Le spectre harmonique général, créé par ces deux pupitres encadrant le reste des voix, ne « prend » pas lui non plus.

Dans les intervalles basiques de l'harmonie (tierces, quintes et octaves), le Chœur de Radio France ne parvient quasiment jamais à assurer des accords purs. On sait que l'émission *senza vibrato* pratiquée par de nombreux ensembles de musique ancienne est en partie contraire à la nature d'un chœur à vocation symphonique, mais il n'y a aucune raison de ne pas parvenir à une justesse sur ces accords parfaits au moins comparable à celle des bons orchestres symphoniques, et ce d'autant plus dans un répertoire très influencé par les polyphonies anciennes. Imaginez-on le début de la *Première symphonie* de Mahler « intonée » de la sorte, avec des quintes, des octaves et des quarts qui « battent » à ce point ?

Par ailleurs, au cours de ce programme, on aura rarement été ému par les qualités de chaleur obtenues par Philip White, en dépit de pièces d'une grande beauté. Le nouveau patron du Chœur de Radio France a du pain sur la planche.

Renaud Machart

ŒUVRES DE HERBERT HOWELLS, Benjamin Britten, William Walton, Edward Elgar, Gerald Finzi, Chœur de Radio France, Philip White (direction). Eglise Notre-Dame-du-Travail, le 17 avril. Concert diffusé par France Musiques le 8 mai à 20 heures.

Soumis à un redressement de l'Urssaf, un cafetier lillois dénonce une législation « peu adaptée »

L'épineux défraiement des groupes amateurs par les bars

LILLE

de notre correspondant régional

La salle était petite. Les clients ne payaient pas d'entrée ni de supplément les jours de concert pour lesquels il n'y avait aucune publicité, sinon le bouche à oreille : « Les gens entraient et, si cela ne leur plaisait pas, ils partaient », raconte André Creton. Pendant dix-huit ans, ce passionné a accueilli deux fois par semaine au Carré des Halles, son café du quartier de Wazemmes, des musiciens amateurs désireux de se frotter au public.

Jusqu'à ce jour funeste de 1998 où une inspectrice de l'Urssaf le somma de justifier les « indemnités » qu'il leur versait, et qui lui valaient de comparaître devant le tribunal des affaires sanitaires et sociales de Lille pour un redressement de 6 500 euros.

« OUVRIR UN DÉBAT PUBLIC »

« C'est un grand naïf. S'il nous avait payés au noir, sans faire figurer nos défraiements dans ses comptes, il ne serait pas là », dit l'un de ses amis. Le Carré des Halles était un haut lieu de la vie musicale lilloise. Nombreux à l'audience, les musiciens de la région sont tellement persuadés de l'honnêteté du patron de ce café qu'ils ont fondé une association – La Tête au Carré – pour le défendre et surtout « ouvrir un débat public » sur les difficultés rencontrées par les rares lieux ouverts aux débutants. Leur site Internet (www.lateteaucarré.org) a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures et des messages de soutien, dont celui d'Arnaud Delebarre, ancien directeur du Zénith de Lille et nouveau patron de l'Olympia à Paris.

« Si nous n'avions pas pu jouer au Carré des Halles pour faire nos preuves, nous ne serions jamais passés professionnels, s'insurge François

Tiset, porte-parole de l'association. Les salles commerciales n'invitent que des musiciens confirmés, et les boîtes de disques, dont nous sommes pourtant le fonds de commerce, ne s'impliquent pas dans la découverte de nouveaux talents. On compte 800 formations dans la région. Où pourraient-elles débiter sinon dans les bars ? »

Comme c'est la coutume dans ce genre d'établissement, André Creton offrait un défraiement – de 1 000 francs à 1 500 francs pour un groupe de trois ou quatre personnes – destiné à couvrir les frais des musiciens et à les aider à financer l'achat des instruments. L'infraction n'est pas contestable, son avocat le reconnaît. Mais il plaide « l'exception », au nom de ces musiciens débutants en butte à une législation « peu adaptée ». François Tiset précisera qu'ils sont tout à fait satisfaits de la législation s'appliquant aux professionnels. Il ne s'agit pas de « déréguler », mais d'offrir aux amateurs des conditions particulières « soigneusement encadrées et délimitées ». Sinon, lance-t-il, « les jeunes de 17 ans devront bientôt monter une SARL juste pour acheter une guitare ».

Dans son jugement, rendu jeudi 18 avril, la présidente du tribunal a refusé cette « exception », qui pouvait faire jurisprudence. « Vous auriez dû nous fournir des notes de frais », a-t-elle néanmoins ajouté. Un conseil déguisé pour l'avenir ? En attendant, les responsables politiques locaux et nationaux se disent conscients du problème : Catherine Cullen, l'adjointe à la culture du maire de Lille Martine Aubry, ainsi que Catherine Tasca, ministre de la culture, ont toutes deux commandé une étude sur le sujet.

Jean-Paul Dufour

UN FILM DE RAJA AMARI

Satin rouge

Un parfum enivrant.

★★★ PREMIERE

ZURBAN www.diaphana.fr 24 AVRIL BEUR FM

CELTES DE HONGRIE, Musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal, 2, chemin de la Plaine, Vienne (Isère). Tél. : 04-74-53-74-01. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mai. De 2,3 € à 3,8 €. Gratuit le jeudi. Catalogue sous la direction de Miklos Szabo, RMN, conseil général du Rhône, 106 p., 23 €.

MUSÉE DE LA CIVILISATION GALLO-ROMAINE, 17, rue Cléberg, Lyon (Rhône). Tél. : 04-72-38-81-90. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mai. De 2,3 € à 3,8 €. Gratuit le jeudi. Catalogue sous la direction d'Annemari Facsady et Paula Zsidi, RMN, conseil général du Rhône, 120 p., 23 €.

PIERRE GEORGES

Cave canem !

DANS un coin de mémoire, ou de bajoue, façon hamster, une petite information mise de côté, sans trop savoir si on l'utiliserait jamais. C'était une dépêche en provenance de Pékin. Ou de Canton, peut-être bien. De Chine en tout cas et nous avons pour la dépêche made in China une tendresse toute particulière, tant l'art de la confection des nouvelles autorise de vastes rêveries exotiques.

Donc il s'agissait d'une petite information, brève, pas vraiment de nature à bouleverser l'univers. Une simple histoire de chiens. De chiens même pas écrasés. De pauvres milliers de chiens sans collier, ce qui est d'un pur classicisme. Mais surtout de chiens opérés et victimes d'une ablation, ou d'un cisaillement, des cordes vocales afin de les rendre définitivement silencieux.

Et pourquoi cela ? Pas pour l'agrément de leurs maîtres. Pas davantage pour assurer avec le voisinage ces relations courtoises et harmonieuses qu'altèrent généralement les aboiements et tapages nocturnes de ces exquises gardiens de logis. Et pas plus, contrairement à une idée reçue, et parfaitement odieuse, parce qu'avant de les passer à la casserole leurs propriétaires se seraient prémunis ainsi de toute velléité de hurlement à la mort du plat principal.

Non, la raison était, est ailleurs. Les Chinois aiment énormément leur chien. Mais leur chien leur coûte beaucoup. Car il existe, dans la région de Canton, une taxe fiscale sur la possession des animaux domestiques. Y compris sur les canidés. D'où l'idée machiavélique, quoique un peu cruelle, des fraudeurs. A quoi un percepteur zélé reconnaît-il les signes extérieurs de possession

d'un chien ? A la vue, à la présence de l'animal, à son odeur, à son allure indubitable de chien, bien sûr, cela va sans dire pour un chien pris en flagrant délit de fraude fiscale. Mais pour un chien opéré, donc muet et caché, à la cave, au grenier, dans les champs, sous une couette, il en va tout autrement. Les chiens de Canton n'aboient plus et la caravane fiscale passe !

Tout cela pour ne rien dire. Ou en arriver à cette métaphore un peu téléphonée. Mais quoi ! il faut bien passer le temps et les lignes, en attendant l'élection. D'autant que la loi, la belle et bonne loi républicaine, vient enfin de nous offrir une journée de silence et de recueillement. Depuis 0 heure, ce samedi, les sondeurs se sont vu couper le sifflet. Plus question d'opérer. En tout cas, plus question d'aboyer, *urbi et orbi*, les résultats de ces estimations de la 25^e heure. Sous peine d'amende.

Une journée sans sondages ! Mais c'est merveilleux. La plage ! Le bonheur ! Un grand silence assourdissant. Enfin seuls ! Sans laisse à la tête. Ni pourcentage comme boulet au pied. Ne pas savoir et vivre très bien ainsi. Revenir à l'autodétermination de l'électeur, sans la moindre préoccupation pour ce que sont censés penser, choisir, voter ou ne pas voter des millions de voisins. Silence de l'intimité politique ! Ne pas déranger ! Le citoyen est dans ses pensées, à moins que dans son jardin ou dans l'escalier. Et il citoyenne en père peillard, ses intentions de vote en éventail. *Cave canem*, sondeur ! Prends garde au chien, momentanément sans voix et qui protège son petit bonheur précaire, juste le temps d'une trêve, juste avant de t'aboyer dessus !

TONY BLAIR a mauvaise réputation dans la gauche française. Le New Labour (nouveau travaillisme), dont il est le héros, est jugé patronal, ce qui suffit à le juger de droite. Pas besoin d'examen détaillé. Ni des nombreuses références théoriques, ni des programmes et de leur contexte, ni même de la politique concrète conduite depuis cinq ans au 10, Downing Street. Tony Blair est « *pro-business* », cela le disqualifie. Regardez : lors des conseils européens, il s'associe à José Maria Aznar, et même à Silvio Berlusconi. Que voulez-vous de plus ? D'ailleurs, en politique étrangère, il s'est empressé de voler au secours des Américains, y compris de George W. Bush : n'est-ce pas suffisant ? Tony Blair ne se réclame-t-il pas lui-même du « *centre gauche* », ce qu'en France on considère comme la marque des hommes de droite qui n'osent pas l'avouer ? Non : la « troisième voie », c'est du néolibéralisme déguisé. La France de gauche n'en veut pas.

Le premier ministre britannique, Tony Blair, et son chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, ont décidé, dans le cadre du budget 2002-2003 présenté cette semaine, de hausser les prélèvements sociaux de 1 % pour refinancer le système de santé national. Après un examen des différentes organisations existant dans le monde, ont-ils expliqué, il a été décidé que le modèle britannique totalement nationalisé (à l'inverse de la France, où le secteur privé est majoritaire) était « *le plus équitable et potentiellement le plus efficace* ». En conséquence, seul l'Etat est en mesure de redonner aux Britanniques des soins dignes d'un grand pays développé.

À L'EUROPÉENNE

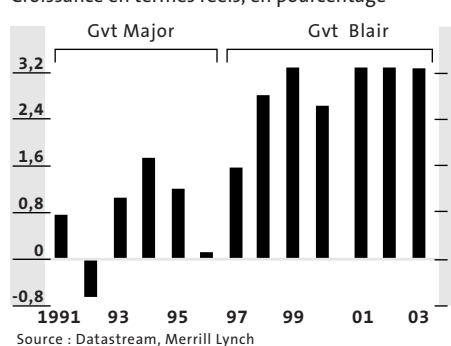
MM. Blair et Brown, qui ont tant fait pour briser la réputation des travaillistes de *tax and spend* (« imposer et dépenser ») et qui avaient promis de ne plus alourdir le poids de l'Etat, ont choisi d'augmenter les dépenses publiques pour répondre à la pressante demande des Britanniques de voir le gouvernement mettre fin à l'effondrement des services publics : hôpitaux délabrés et surchargés, écoles en ruine, trains qui déraillent. La Grande-Bretagne, ont-ils argumenté, ne peut vouloir à la fois de très faibles impôts à l'américaine et des services publics à l'europpéenne. Désormais, les impôts sont parmi les plus faibles du continent européen, il est possible de les rehausser un peu, à la condition, tou-

Tony Blair est de gauche : la preuve

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

HAUSSE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Croissance en termes réels, en pourcentage



Source : Datastream, Merrill Lynch

tefois, de prendre l'engagement de résultats visibles. M. Blair promet ainsi d'accroître les investissements dans les hôpitaux de 50 % d'ici à 2008. Depuis 1997, date de son entrée en fonctions, son gouvernement les aura doublés.

De droite, Tony Blair ? Le dire est n'avoir pas vu qu'en réalité son gouvernement n'a cessé de faire gonfler les dépenses de l'Etat : les prélèvements obligatoires, bonne ligne de mesure du « *socialisme* » d'un pays, ont crû de 37,4 % du PIB en 1996 à 39,1 % en 2001, et ils devraient atteindre 40,1 % en 2003, d'après les calculs de la banque Merrill Lynch. Les dépenses de l'Etat, justement, vont grimper de 3,25 % l'an d'ici à 2004, dont 26 % de hausse pour les investissements. En France, les investissements sont taris, et les dépenses seront limitées à un petit + 1,9 % l'an, selon les programmes des deux candidats Chirac et Jospin. Qui, de la France ou de la Grande-Bretagne, aura demain la politique la plus « *sociale* » ?

DEUX FOIS MOINS DE CHÔMEURS

Tony Blair explique avoir conduit cette politique depuis 1997 en trois étapes : 1° consolider la croissance en menant une politique favorable aux entreprises ; 2° abaisser le chômage ; 3° dernière phase qui s'engage aujourd'hui, celle de mener des « *réformes* » des services publics où, il est vrai, les résultats des années passées sont bien maigres. Mais les points 1 et 2 se résument en une statistique : la Grande-Bretagne compte deux fois moins de chômeurs que la France. Qui

est le plus « *social* » ? Le nouvel engagement budgétaire du New Labour envers les services publics va-t-il ouvrir les yeux de la gauche française sur la réalité du New Labour ? Ou restera-t-elle fermée à ce que Jacques Delors (un homme de droite, comme chacun sait) qualifie d'« *effort le plus élaboré* » pour renouveler la pensée de gauche et l'adapter aux défis d'aujourd'hui (préface de textes de Tony Blair et Anthony Giddens que vient de publier Le Seuil sous le titre *La Troisième voie*) ? Le débat, au moins, pourra-t-il enfin s'ouvrir sans anathèmes ?

DIFFÉRENCE RADICALE

Si les politiques concrètes des gouvernements sociaux-démocrates européens se ressemblent beaucoup dans les faits, la différence d'approche est radicale. Le New Labour est né au pays de l'individualisme, après que Margaret Thatcher eut été rejetée pour ses excès, mais où le néolibéralisme restait et reste populaire. Pour convaincre les classes moyennes, Tony Blair devait et doit rompre avec le travaillisme traditionnel, accusé de toujours hausser les taxes. En conséquence, l'Etat ne peut plus être la réponse à tout, le marché a sa place.

Mais plutôt que de vivre cette révolution de la pensée de gauche avec regrets comme en France, qui développe une idéologie de la « *résistance* », le New Labour l'assume pleinement. Au contraire de chercher vainement à entraver le changement, il faut adopter une stratégie de l'« *adaptation* » parce qu'elle est socialement plus payante. Voilà le nœud : encourager le marché, c'est gagner de la croissance et ainsi disposer de plus de ressources à redistribuer ; tandis qu'à l'inverse, résister c'est certes se donner le beau rôle sur l'affiche, mais c'est limiter son dynamisme, se priver de moyens et, en définitive, n'être social que dans le discours et pas dans les faits. C'est, en outre, encourager les exigences des électeurs pour, ensuite, les frustrer en permanence en cédant devant le marché, devant Bruxelles, devant la commercialisation en marche, etc.

Quand on examine en France la montée de l'extrême gauche et le peu de succès du Parti socialiste, on se dit qu'il pourrait peut-être porter un regard plus intéressé outre-Manche.

Eric Le Boucher

 IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Grève des marchands de journaux

APRÈS LES MARCHANDS de journaux de Paris, qui ont pris leur décision hier par 446 voix contre 295 et 19 bulletins nuls, l'ensemble des dépositaires et distributeurs de banlieue et de province ont décidé ce matin lundi de cesser le travail pour une durée illimitée à partir de cet après-midi (distribution des journaux du soir) à Paris et de demain matin pour l'ensemble du territoire. Dès ce matin, les messageries de presse annon-

çaient que 70 % des marchands à poste fixe avaient suivi l'ordre de grève à Paris et qu'une importante quantité de « *papier* » était restée invendue. Seules les bibliothèques des gares et du métro, qui sont gérées directement par les messageries, continuent de fonctionner normalement. « *Nous avons déclenché cette grève*, nous a déclaré M. Parmentier, président du Syndicat national des marchands de journaux, *parce que, par une déci-*

sion unilatérale, le gouvernement a décidé en réduisant les taux de remise de diminuer les bénéfices des dépositaires dans des proportions souvent considérables. » A Paris, en effet, le taux de la remise est ramené de 25 % à 20 % pour les périodiques, ce qui représente une diminution de 20 % du bénéfice des marchands sur ces publications, dont la vente assure 60 % de leur chiffre d'affaires.

(22 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ **Sondages.** Lemonde.fr a publié l'ensemble des sondages parus entre février et le premier tour. <http://elections.lemonde.fr/presidentielle/actu/sondages/>

■ **Soirée électorale.** Dimanche, dès 20 heures, les estimations des principaux instituts de sondage. A 23 heures, en temps réel, les résultats recueillis sur le terrain par les correspondants du Monde. Suivez sur votre ordinateur la soirée électorale de TF 1 et les reportages de LCI. <http://elections.lemonde.fr>

CONTACTS

► **RÉDACTION**
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 34
Changement d'adresse et suspension :
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies :
<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>
Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>
Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>
Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>
► **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde
► **DOCUMENTATION**
Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>
► **COLLECTION**
Le Monde sur CD-ROM :
01-44-88-46-60
Le Monde sur microfilms
03-88-71-42-30
► **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-42-17-32-90
En vente : « *Election présidentielle : qui ?* ».

Tirage du Monde daté samedi 20 avril 2002 : 573 106 exemplaires.

1 - 3

Le Monde

A voté.



En exclusivité, les résultats par ville et les clés du second tour.



lundi 22 avril avec *Le Monde* daté mardi 23 avril